



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

ឯកសារដើម

ORIGINAL/ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 22-Feb-2013, 10:30

CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION - PROCÈS
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

18 février 2013

Journée d'audience n° 158

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
YA Sokhan
Claudia FENZ
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Silvia CARTWRIGHT (absente)

Les accusés :

IENG Sary

Pour les accusés :

SON Arun
Victor KOPPE
ANG Udom
Michael G. KARNAVAS
KONG Sam Onn
Arthur VERCKEN

Pour la Chambre de première instance :

Susan LAMB
DUCH Phary
Roger PHILLIPS
DAV Ansan
Simon MEISENBERG

Pour les parties civiles :

PICH Ang
Élisabeth SIMONNEAU-FORT
TY Srinna
HONG Kimsuon
SIN Soworn
Christine MARTINEAU
Lyma NGUYEN
Beini YE
VEN Pov
KIM Mengkhy

Pour le Bureau des co-procureurs :

CHEA Leang
Andrew CAYLEY
SONG Chorvoin
Dale LYSACK

Pour la Section de l'administration judiciaire :

UCH Arun
SOUR Sotheavy

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Me ANG UDOM	Khmer
M. CAYLEY	Anglais
Mme CHEA LEANG	Khmer
Mme la juge FENZ	Anglais
Me KARNAVAS	Anglais
Me KOPPE	Anglais
M. le juge LAVERGNE	Français
M. LYSAK	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
Me SIMONNEAU-FORT	Français
Me VERCKEN	Français

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de l'audience: 9h09)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

5 Au nom des juges du siège et de la Chambre, je souhaite la

6 bienvenue à toutes les parties à l'audience, y compris à

7 l'Accusation, aux coavocats principaux pour les parties civiles

8 et aux équipes de défense.

9 La Chambre siège aujourd'hui pour entendre la présentation des
10 conclusions et observations des parties au sujet de l'incidence
11 de la décision rendue par la Chambre de la Cour suprême au sujet
12 de l'appel interjeté par l'Accusation, décision E163/5/1/13 du 8
13 février 2013, l'appel immédiat ayant été interjeté contre la
14 décision de la Chambre de première instance relative à la portée
15 du premier procès dans le cadre du dossier numéro 002. Il s'agit
16 aujourd'hui, donc, d'entendre l'avis des parties au sujet de la
17 portée du premier procès dans le cadre du dossier numéro 002.

18 [09.12.53]

19 Par ailleurs, la juge Cartwright doit s'occuper de problèmes

20 personnels. Elle n'est donc pas en mesure de siéger. Après

21 consultation interne, les juges ont décidé de nommer la juge Fenz

22 pour remplacer la juge Cartwright en son absence, la juge Fenz

23 qui était suppléante. Elle remplacera donc la juge Cartwright

24 jusqu'à son retour. Ceci est conforme à la règle 79.4 du

25 Règlement intérieur des CETC.

2

1 Monsieur Duch Phary, veuillez faire rapport sur la présence des
2 parties.

3 LE GREFFIER:

4 Monsieur le Président, aujourd'hui, toutes les parties sont
5 présentes, sauf l'accusé Ieng Sary, lequel se trouve dans la
6 cellule temporaire du sous-sol pour raisons de santé.

7 L'accusé Nuon Chea est absent pour raisons de santé. Il est
8 hospitalisé à l'hôpital de l'Amitié khméro-soviétique. Par
9 l'entremise de sa défense, Nuon Chea a toutefois indiqué qu'il
10 avait pu consulter sa Défense et que, donc, il ne s'opposait pas
11 à la tenue de cette audience.

12 Khieu Samphan, quant à lui, a indiqué ne pas avoir l'intention de
13 participer à cette audience. Il a toutefois demandé à participer
14 demain.

15 L'avocat cambodgien de Ieng Sary, Me Ang Udom, est absent
16 aujourd'hui.

17 [09.15.10]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Merci, Monsieur Duch Phary.

20 Est-ce que la défense de Nuon Chea a des questions à soulever?

21 Me KOPPE:

22 Merci, Monsieur le Président. Bonjour Mesdames, Messieurs les
23 juges. Bonjour, chers confrères.

24 Notre client, effectivement, est convenu de ne pas s'opposer à la
25 tenue de cette très importante audience, mais, dès lors que les

3

1 conclusions qui sont présentées aujourd'hui sont essentielles, il
2 accepte de renoncer à son droit uniquement si nous, ses avocats,
3 pouvons présenter des observations concernant cette audience.

4 Donc, avant de faire nos observations, nous aimerions attendre
5 jusqu'à demain. Nous devons d'abord nous entretenir avec notre
6 client pour pouvoir dûment informer la Chambre.

7 [09.16.20]

8 M. LE PRÉSIDENT:

9 Merci pour ces informations.

10 La parole est à l'avocat international de Khieu Samphan.

11 Me VERCKEN:

12 Merci, Monsieur le Président. Bonjour à la Chambre et bonjour à
13 toutes les parties présentes.

14 Pour compléter ce que vient de dire mon confrère, je voudrais
15 effectivement insister sur un point concernant les entretiens que
16 nous pouvons avoir avec nos clients.

17 Jusqu'à ce matin, et encore à l'instant où je vous parle, nous
18 ignorons quelle sera la position du côté du banc du procureur
19 quant aux questions que votre Chambre pose. Nous ignorons, bien
20 évidemment, également la position des parties civiles. Mais ce
21 qui est capital, c'est que nous ayons le temps de la réflexion
22 avec nos clients une fois que le procureur aura posé une demande
23 claire sur ce qu'il sollicite de votre Chambre aujourd'hui quant
24 à l'extension ou pas du champ de ce procès. Et nous souhaiterions
25 avoir -- je crois que c'est un souhait qui est commun à

4

1 l'ensemble des équipes de défense -- le temps de pouvoir nous
2 entretenir avec nos clients de cette question qui est quand même
3 très importante.

4 [09.17.38]

5 Et elle est d'ailleurs si importante que, concernant - je me
6 permets de le dire par avance, puisque, Monsieur le Président,
7 vous avez pris le soin de nous adresser un mémorandum nous
8 expliquant et nous décrivant la manière dont vous entendiez
9 organiser ces deux jours d'audience -... Nous pensons que il serait
10 plus logique, plutôt que, pour chacune des questions que vous
11 avez posées, solliciter alternativement les observations des uns
12 et des autres, que, en tout cas pour ce qui concerne la Défense,
13 nous puissions attendre d'avoir une vue d'ensemble sur la
14 réponse... les réponses qu'apportent les procureurs à ces
15 questions, pour pouvoir ensuite en discuter avec nos clients et,
16 enfin, y répondre en vous informant de notre position. C'est le
17 sens de ce que je souhaitais ajouter.

18 [09.18.52]

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Merci.

21 La Chambre annonce aux parties et au public que le jeudi 7
22 février 2013, la Chambre avait annoncé qu'il n'y aurait pas
23 d'audience du 11 au 15 février en raison de l'état de santé de
24 Nuon Chea, lequel était hospitalisé. La Chambre avait programmé
25 l'audition du témoin Elizabeth Becker pour cette semaine.

5

1 Dès lors que les problèmes de santé de Nuon Chea se sont
2 maintenus et dès lors qu'il continue d'être hospitalisé, compte
3 tenu également de la décision rendue par la Chambre de la Cour
4 suprême au sujet de l'appel des coprocurateurs interjeté contre la
5 décision de la Chambre de première instance sur la portée du
6 premier procès dans le cadre du dossier numéro 002, compte tenu
7 également de l'incidence potentielle de la décision de la Chambre
8 de la Cour suprême, l'audition des témoins qu'il était prévu de
9 citer à comparaître a dû être reprogrammée.

10 La décision de la Chambre de la Cour suprême a une incidence
11 telle que la question mérite d'être examinée à titre prioritaire
12 par la Chambre. Il s'agit là d'une question urgente.

13 [09.20.46]

14 C'est la raison pour laquelle la Chambre a publié son mémorandum
15 du 12 février 2013, dans lequel elle donnait instruction aux
16 parties de présenter leurs conclusions au sujet de neuf éléments
17 que l'on retrouve au paragraphe 3 de ce document E163/5/1/13/1.

18 La Chambre entend pouvoir ainsi rendre une autre décision sur la
19 portée du premier procès dans le cadre du dossier numéro 002 en
20 disposant de suffisamment d'éléments pour ce faire, et ce, compte
21 tenu de la décision rendue par la Chambre de la Cour suprême,
22 décision rendue le 8 février 2013 et comportant certaines
23 instructions. La Chambre entend également s'appuyer sur les
24 conclusions et observations des parties.

25 La Chambre indique dans son mémorandum qu'elle a l'intention

6

1 d'entendre les observations des parties au sujet de l'incidence
2 que peut avoir la décision de la Chambre de la Cour suprême
3 concernant l'appel interjeté par l'Accusation contre la décision
4 de la Chambre de première instance relative à la portée du
5 premier procès dans la cadre du dossier numéro 002.

6 [09.22.17]

7 Il était prévu de siéger les 14 et 15 février, mais, dès lors que
8 certaines parties n'étaient pas en mesure d'assister à l'audience
9 aux dates prévues, nous avons décidé de reporter le débat à cette
10 semaine. Il y aura donc débat aujourd'hui et, si nécessaire,
11 demain.

12 La Chambre préliminaire s'était prononcée concernant l'appel
13 interjeté par les trois accusés contre l'ordonnance de clôture.
14 Pour rappel, l'audience initiale avait eu lieu en 2011, et, en
15 application du Règlement intérieur, le 22 septembre 2011, la
16 Chambre de première instance avait rendu une ordonnance de
17 disjonction dans le dossier 002. Il était prévu d'organiser le
18 procès en plusieurs segments portant respectivement sur
19 différentes parties de l'ordonnance de clôture, ces différents
20 segments devant donner lieu à un jugement distinct. Je vous
21 renvoie au document E124.

22 Le même jour, dans son communiqué de presse, la Chambre avait
23 indiqué que l'affaire était très complexe, et que les accusés
24 étaient d'un âge avancé, et que, compte tenu de l'expérience des
25 tribunaux internationaux, le procès pourrait durer de nombreuses

7

1 années. Faute de disjonction, le procès serait extrêmement long.
2 Je vous renvoie à ces informations qu'avait communiquées la
3 Chambre.
4 [09.24.40]
5 Concernant le premier procès dans le cadre du dossier 002, la
6 Chambre a précisé le cadre, y compris le contexte historique du
7 Kampuchéa démocratique, le système de communication, les
8 structures militaires, ainsi que les faits liés à l'entreprise
9 criminelle commune, ainsi que les politiques de transferts forcés
10 de populations. Tels sont donc les crimes qui ont été retenus en
11 ce qui concerne les phases I et II du transfert forcé ainsi que
12 le rôle des accusés. Les crimes allégués sont des crimes contre
13 l'humanité, y compris: meurtres, exécutions en masse pour les
14 phases I et II, exterminations, persécutions pour motifs
15 politiques, autres actes inhumains sous la forme d'atteinte à la
16 dignité humaine et persécutions pour motifs politiques, l'examen
17 étant limité aux déplacements de populations, autres actes
18 inhumains dans le cadre du déplacement de populations, phases I
19 et II; ensuite, disparitions forcées, l'examen étant limité aux
20 déplacements de populations, phase II.
21 Pour ce qui est des formes de responsabilité, c'était également
22 précisé, de même que la personnalité des accusés. Je vous renvoie
23 au document E124/7.3, qui est une annexe à l'ordonnance de
24 disjonction.
25 [09.27.00]

8

1 Le 3 octobre 2011, les coproccureurs ont déposé une demande de
2 réexamen de l'ordonnance de disjonction. Ils ont demandé que
3 l'ordonnance de disjonction soit amendée aux fins d'inclure
4 certains sites de crimes dans le cadre du premier procès du
5 dossier 002.

6 Les coproccureurs ont invoqué plusieurs arguments, notamment le
7 fait que, d'après eux, l'ordonnance de disjonction ne
8 correspondait pas à l'intérêt de la justice, au motif que les
9 crimes retenus, tels qu'allégués, n'étaient pas représentatifs de
10 l'ensemble des crimes allégués dans l'ordonnance de clôture,
11 l'Accusation ayant indiqué qu'il s'agirait très probablement du
12 seul procès. Je vous renvoie au document E124/1 et 2.

13 En octobre 2011, la Chambre a rejeté la demande de réexamen
14 déposée par l'Accusation en indiquant qu'elle envisagerait, le
15 cas échéant, de retenir d'autres faits. Les coproccureurs avaient
16 demandé l'inclusion de trois sites de crimes parmi neuf, y
17 compris le district 12, Tuol Po Chrey et S-21, y compris le site
18 d'exécution de Choeng Ek, ainsi que les purges de la nouvelle
19 zone Nord; n'était pas inclus le chantier S-24 de Prey Sar.

20 [09.29.33]

21 La Chambre avait invité toutes les parties à présenter des
22 conclusions orales au cours de la réunion de mise en état qui
23 avait eu lieu le 27 août 2012.

24 Le 8 octobre 2012, la Chambre a rendu sa décision par laquelle
25 elle rejetait la demande d'élargissement de la portée du premier

9

1 procès dans le dossier 002. Elle a rejeté l'inclusion du district
2 12 et de S-21, mais elle a accepté d'inclure Tuol Po Chrey. La
3 Chambre considérerait en effet que les exécutions avaient eu lieu
4 immédiatement après le transfert forcé de la population de Phnom
5 Penh et que dès lors, cela s'inscrivait dans le cadre de ce
6 déplacement de populations.

7 Dans le document E124/7.3, l'annexe, on retrouve l'exposé des
8 faits allégués, et le site d'exécution de Tuol Po Chrey a été
9 inclus à ce titre.

10 En ce qui concerne, à présent, les aspects de droit, sont incluses
11 les exécutions de Tuol Po Chrey également, ainsi que les
12 persécutions pour motifs politiques, l'examen étant limité au
13 site de Tuol Po Chrey. Le 7 novembre 2012, l'Accusation a
14 interjeté appel de la décision de la Chambre devant la Chambre de
15 la Cour suprême.

16 [09.31.35]

17 La Chambre de la Cour suprême a par la suite rendu son arrêt le 8
18 février 2013, dans lequel elle juge l'appel interjeté par les
19 coprocurateurs recevable conformément aux règles applicables. La
20 Chambre de la Cour suprême y a fait droit, elle a jugé l'appel
21 recevable, elle a déclaré la validité de la disjonction et a
22 annulé la décision contestée. Elle a donc demandé à la Chambre de
23 première instance de revoir la disjonction des poursuites
24 conformément à la règle 89. Elle indique à la Chambre de première
25 instance qu'elle doit revoir ou rendre une autre décision de

10

1 façon plus appropriée.

2 J'aimerais maintenant laisser la parole à toutes les parties pour
3 qu'elles puissent expliquer leur position sur les neuf points
4 prévus au mémorandum que nous avons rendu, en particulier le
5 paragraphe 3, et plusieurs autres demandes sur ce sujet.

6 [09.33.20]

7 Comme nous l'avons indiqué aux parties, les audiences
8 d'aujourd'hui se feront en débat. Nous entendrons donc les
9 coprocurateurs et les parties civiles, comme le prévoit le
10 mémorandum, et les parties auront bien sûr le droit de répondre.
11 Par la suite, la Défense aura la possibilité d'exprimer sa
12 position. Les autres parties pourront faire des observations et
13 des remarques.

14 Pour débiter, nous laissons à présent la parole à l'Accusation.
15 Nous demandons aux procureurs de répondre aux questions que nous
16 leur avons posées.

17 La première question qui a été posée aux procureurs était la
18 suivante: l'ordonnance de disjonction de la Chambre de première
19 instance et les décisions s'y rapportant s'expliquaient par la
20 crainte de ne pouvoir juger les accusés pour tous les chefs
21 d'accusation énoncés dans l'ordonnance de clôture dans le dossier
22 numéro 002 pendant qu'ils étaient encore en vie ou avant qu'ils
23 ne soient plus aptes à être jugés; quel est votre avis sur ces
24 préoccupations?

25 (Courte pause)

11

1 Je viens d'apprendre qu'il n'y avait pas d'interprétation.

2 Huissier d'audience, veuillez vérifier, auprès des interprètes,
3 ce qui se passe.

4 (Discussion entre les juges)

5 [09.35.47]

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Ce n'était pas un problème d'interprétation. En effet, je n'avais
8 pas vu que l'interprète de liaison était là.

9 À présent, je laisse la parole à l'Accusation.

10 M. CAYLEY:

11 Merci, Monsieur le Président.

12 Puis-je faire une suggestion qui, je l'espère, accélérera ces
13 audiences? Plutôt que de répondre aux questions une à une, et
14 d'avoir les réponses des parties sur chacune des questions, et de
15 passer à la suivante, pourrait-on nous exprimer sur l'ensemble
16 des questions posées dans le mémorandum? Elles sont reliées, ces
17 questions, et donc je pense que nous pouvons aller plus
18 rapidement si nous répondons à l'ensemble du mémorandum plutôt
19 que de répondre tour à tour à chacune des questions posées dans
20 l'ordre qu'elles étaient inscrites au mémorandum.

21 (Discussion entre les juges)

22 [09.42.06]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 La Chambre souhaite rappeler au procureur qu'elle a posé neuf
25 questions aux parties. Ce mémorandum a été envoyé à tous bien en

12

1 avance de la tenue de cette audience.

2 Les juges de la Chambre ont délibéré, et nous sommes d'avis que
3 ces neuf questions servaient à obtenir les positions précises et
4 exhaustives des parties. C'est pourquoi nous demandons aux
5 parties... c'est pourquoi nous demandons aux parties de répondre
6 aux neuf questions, qui l'aideront... qui aideront la Chambre à
7 rendre une décision et afin de nous assurer que la décision à
8 venir de la Chambre de première instance ne sera pas critiquée et
9 ne causera pas de problèmes. Et c'est pourquoi nous demandons aux
10 parties de répondre aux neuf questions que la Chambre a posées
11 dans son mémorandum en date du 12 février 2013.

12 M. CAYLEY:

13 Afin d'apporter une précision, Monsieur le Président, pour être
14 certain que ce soit bien clair, nous allons bien sûr répondre aux
15 neuf points du mémorandum, mais nous pensons qu'il serait
16 beaucoup plus efficace de les... de répondre à ces neuf points
17 ensemble - et cela prendra beaucoup moins de temps de la Cour -
18 plutôt que de répondre à chaque question une à une. Et je crois
19 comprendre que c'est ce que vous nous dites, que nous pouvons
20 répondre aux neuf points tous ensembles?

21 [09.44.30]

22 M. LE PRÉSIDENT:

23 Je vais laisser la parole à la Défense.

24 Me KARNAVAS:

25 Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Madame, Messieurs les

13

1 juges. Bonjour à tous.

2 À part des questions d'efficacité... Et je suis d'accord, c'est
3 quelque chose qu'il... dont il faille tenir compte. Et ce que
4 propose l'Accusation est efficace; le procureur pourrait répondre
5 aux neuf points du mémorandum.

6 Donc, nous avons nos clients respectifs, et certains ne sont pas
7 ici; d'autres ne sont pas en mesure de suivre les audiences. Nous
8 devons consulter nos clients. Nous devons discuter avec eux et
9 nous assurer de d'abord bien connaître la position de
10 l'Accusation et des parties civiles et leur communiquer, à nos
11 clients, et ensuite répondre. Et je suis donc d'accord avec les
12 équipes de Nuon Chea et de Khieu Samphan.

13 [09.45.27]

14 Et, compte tenu de notre client et de son état de santé - le
15 médecin nous a dit que Ieng Sary avait de la difficulté à suivre
16 les audiences -, nous pensons qu'il est beaucoup plus utile pour...
17 que l'Accusation réponde aux neuf points ensembles - et les
18 parties civiles -, puis par la suite permettre à la Défense de
19 recevoir des instructions de ses clients et répondre par la
20 suite. Nous devons recevoir les instructions de nos clients avant
21 de procéder.

22 M. LE PRÉSIDENT:

23 La parole est à la partie civile.

24 Me SIMONNEAU-FORT:

25 Merci, Monsieur le Président, et bonjour à tous.

14

1 Nous partageons l'avis des procureurs. Nous répondrons, bien sûr,
2 aux neuf questions posées par la Chambre, mais nous pensons qu'il
3 est plus simple d'y répondre en une seule fois, d'abord les
4 procureurs et ensuite nous-mêmes, pour un souci de cohérence et
5 aussi parce que certaines questions sont liées, et une première
6 question amène la réponse, éventuellement, à la question
7 suivante. Donc, nous serions d'avis aussi de procéder de cette
8 façon, par partie, successivement.

9 (Discussion entre les juges)

10 [09.53.49]

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Je vais laisser la parole à la Juge Fenz afin d'apporter les
13 précisions qui s'imposent, pour éviter qu'il y ait des problèmes
14 dans l'interprétation.

15 Mme LA JUGE FENZ:

16 Il me semblerait que ce soit peut-être une question
17 d'interprétation.

18 Donc, la Chambre a décidé que nous allons nous en tenir à l'ordre
19 prévu, les neuf questions (inaudible). Donc, première question,
20 l'Accusation répond, ensuite la partie civile, puis nous passons
21 à la prochaine question.

22 Et nous allons vous expliquer les motifs de cette décision.

23 Nous sommes d'accord avec l'Accusation que toutes ces questions
24 sont reliées, mais le mémorandum suit le raisonnement de la
25 décision... enfin, de l'arrêt de la Chambre de la Cour suprême.

15

1 Voici les points sur lesquels la Chambre de la Cour suprême
2 considère que la Chambre de première instance a besoin d'obtenir
3 des réponses. Nous voulons éviter que l'on passe trop rapidement
4 là-dessus et qu'il ne soit pas assez clair quelles sont les
5 positions des parties pour une décision de la Chambre. Et c'est
6 pourquoi ces questions très précises doivent obtenir réponse
7 l'une après l'autre.
8 Donc, nous répétons: nous nous en tenons à l'ordre prévu par
9 l'horaire.
10 (Courte pause)
11 [09.56.40]
12 Mme CHEA LEANG:
13 Bonjour, Madame, Messieurs les juges. Bonjour, chers confrères,
14 et bonjour aux membres du public. Je vous remercie de nous
15 accorder la parole pour pouvoir répondre et expliquer notre
16 position sur les incidences de l'annulation de la disjonction
17 dans le dossier 002, d'après une décision de la Chambre de la
18 Cour suprême, le 8 février 2013.
19 Vous nous avez demandé de nous exprimer, ainsi qu'aux autres
20 parties, sur un certain nombre de points. Nous allons rappeler
21 certaines des décisions qui ont mené à la décision de la Chambre
22 de la Cour suprême. En effet, la décision de la Chambre de la
23 Cour suprême tire des conclusions fondamentales sur des questions
24 de principes juridiques.
25 Il est important de rappeler dès le début que les conséquences de

16

1 la décision sont très simples et ne devraient pas nécessairement
2 retarder indûment les audiences, et c'est pourquoi nous sommes
3 particulièrement reconnaissants envers la Chambre qu'elle ait agi
4 si rapidement pour organiser ces audiences d'aujourd'hui.

5 [09.58.30]

6 Il est possible qu'il y ait eu une mauvaise compréhension des
7 effets de la décision de la Chambre de la Cour suprême, et c'est
8 pourquoi j'aimerais d'abord rappeler un certain point à
9 l'intention du public: que la décision de la Chambre de la Cour
10 suprême n'a pas pour effet d'annuler toute la procédure dans le
11 dossier 002.

12 En effet, le temps que nous avons passé et les audiences et les
13 témoignages que nous avons... les audiences que nous avons tenues
14 et les témoignages que nous avons entendus n'ont pas encore...
15 n'ont pas été perdus.

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Je demande à l'Accusation de prendre une pause car la Défense
18 demande la parole.

19 Me KARNAVAS:

20 Monsieur le Président, je crois comprendre qu'il faut que l'on
21 passe un par un les différents points. Là, il semblerait que
22 l'Accusation fait une déclaration liminaire ou une espèce de
23 commentaire. Je suis certain qu'ils auront la possibilité de le
24 faire à un moment donné, mais nous voulons savoir: est-ce que les
25 procureurs vont faire des commentaires sur la décision de la

17

1 Chambre de la Cour suprême ou vont-ils répondre aux questions?

2 [09.59.38]

3 Je pense que les instructions de la Chambre sont claires; vous

4 voulez des réponses à des questions précises, et pas

5 nécessairement une analyse de la décision de la Chambre de la

6 Cour suprême.

7 Enfin, peu importe, pour nous, ça nous est égal, mais je croyais

8 avoir compris que les instructions de la Chambre étaient de dire:

9 répondez aux questions une à une, tel que prévu par le

10 mémorandum.

11 Donc, peut-être que l'on pourrait laisser de côté les petits

12 discours et passer directement aux réponses.

13 Mme CHEA LEANG:

14 Monsieur le Président, j'aimerais apporter une précision à ce

15 sujet.

16 Je tiens à mettre les choses dans leur contexte pour expliquer

17 l'origine de l'appel que nous avons interjeté, après quoi mon

18 confrère va répondre point par point aux différentes questions

19 énoncées dans le mémorandum.

20 Nous n'allons pas ignorer les instructions de la Chambre, mais il

21 convient de comprendre dans quel contexte cette décision a été

22 rendue.

23 (Discussion entre les juges)

24 [10.01.10]

25 M. LE PRÉSIDENT:

18

1 Je m'adresse à l'Accusation. Je vous prie d'être brefs dans
2 l'explication du contexte. Nous voulons entendre votre réponse et
3 la réponse des parties aux neuf questions posées pour cerner les
4 incidences de la décision de la Chambre de la Cour suprême dans
5 le premier procès du dossier 002. Ces incidences sont réelles.
6 Dans le cas contraire, nous n'aurions pas convoqué la présente
7 audience.

8 Mme CHEA LEANG:

9 Je vais parler du contexte de manière succincte, après quoi nous
10 répondrons point par point aux questions posées. Je vais donc
11 poursuivre, Monsieur le Président.

12 La Chambre de la Cour suprême a demandé à la Chambre de première
13 instance de modifier la manière dont est intervenue la
14 disjonction du dossier 002. L'enjeu n'est pas ce qui a été fait,
15 mais bien la manière dont cela a été fait. À ce stade, cette
16 procédure continue de s'appuyer sur l'ensemble de l'ordonnance de
17 clôture du 16 septembre 2010.

18 [10.02.52]

19 Après la présente audience, la Chambre de première instance
20 rendra une autre décision concernant la disjonction. Elle
21 indiquera quel est l'objet de la procédure actuelle. L'on
22 s'attend à ce que l'examen de la preuve dans le premier procès du
23 dossier 002 prendra fin cette année, après quoi interviendra un
24 jugement.

25 Je souhaiterais exposer la position qu'ont toujours adoptée les

19

1 coproccureurs concernant la disjonction du dossier 002. Pour ce
2 faire, j'aimerais retracer l'historique des événements de ces 16
3 derniers mois, après quoi mon confrère international s'exprimera
4 sur l'impératif pragmatique d'une nouvelle disjonction du dossier
5 et il formulera des recommandations concrètes à ce propos.
6 Fondamentalement, la Chambre de la Cour suprême, au paragraphe 50
7 de sa décision, a dit que la disjonction du dossier 002 pouvait
8 se fonder uniquement sur l'un de deux objectifs possibles:
9 premièrement, administrer de manière efficace un dossier complexe
10 comportant plusieurs accusés en disjoignant les poursuites pour
11 organiser un procès en différentes phases planifiées d'avance;
12 deuxièmement, reconnaître que la dégradation de l'état de santé
13 des accusés et l'intérêt qu'il y a à parvenir à un verdict
14 définitif sont tels qu'il convient d'examiner un certain nombre
15 de chefs d'accusation représentatifs, tandis que d'autres, même
16 si cela est regrettable, feront l'objet d'une suspension
17 indéfinie. Il s'agit là d'une décision que devront... que devront
18 prendre d'urgence les juges après avoir entendu l'avis des
19 parties.
20 [10.05.45]
21 Depuis l'ordonnance de disjonction rendue le 22 septembre 2011,
22 les coproccureurs ont toujours affirmé que la disjonction du
23 dossier 002 était conforme à l'intérêt de la justice. Nous ne
24 nous sommes jamais opposés à la disjonction de ce dossier, nous
25 avons simplement formulé des objections quant aux modalités de

20

1 cette disjonction et nous avons tenté de faire valoir notre avis
2 à ce sujet.
3 Onze jours après le 22 septembre 2011, date de l'ordonnance de
4 disjonction, nous vous avons demandé en toute déférence de
5 réexaminer les modalités de cette disjonction pour ce qui est de
6 l'ordre d'examen des chefs d'accusation et pour ce qui est du
7 choix des sites de crimes, tout en convenant que la disjonction
8 était impérative. Nous avons demandé aux juges d'examiner un
9 ensemble de sites de crimes plus représentatif, à savoir neuf
10 sites en plus des phases I et II du transfert forcé de
11 populations, ainsi que des chefs d'accusation englobant un
12 éventail plus large de crimes contre l'humanité, de façon à
13 représenter de façon plus complète la mise en œuvre des cinq
14 politiques dans le cadre de l'entreprise criminelle commune telle
15 qu'exposée dans l'ordonnance de clôture. À ce stade, une
16 évaluation interne nous a conduit à prendre la décision difficile
17 de ne pas demander que soit examiné à titre prioritaire le chef
18 d'accusation de génocide et de crime de guerre dans le dossier
19 002/01.
20 [10.08.01]
21 À l'époque, l'Accusation considérait que l'examen de ces neuf
22 sites de crimes supplémentaires répondrait au critère
23 international de la représentativité de l'ensemble des crimes
24 reprochés. Nous avons considéré que cela permettrait de
25 sauvegarder les importants objectifs auxquels correspond l'accord

21

1 conclu entre l'ONU et le Gouvernement royal du Cambodge.
2 Même si notre demande de réexamen de l'ordre des chefs
3 d'accusation et de choix des sites de crimes était rejetée, les
4 juges sont convenus qu'ils tiendraient compte de l'avis de
5 l'Accusation au moment d'élargir la portée du procès. Ceci est
6 parfaitement approprié. Le procès doit être équitable pour les
7 accusés, mais c'est à l'Accusation qu'incombe de prouver la
8 culpabilité des trois accusés âgés. Pour présenter des pièces,
9 des éléments de preuves, il faut une planification détaillée pour
10 éviter tout double emploi et toute répétition. Rejeter des
11 éléments de preuve avec honnêteté et conviction est tout aussi
12 important du point de vue de l'équité, mais cela n'entraîne pas
13 un fardeau aussi lourd.
14 [10.09.46]
15 En janvier 2012, alors que le procès était en cours, l'Accusation
16 a demandé aux juges d'inclure seulement trois des neuf sites de
17 crimes initialement envisagés par l'Accusation. Ieng Sary et
18 Khieu Samphan se sont opposé à cette demande. Notre demande a été
19 examinée et est restée ouverte. À l'époque, les juges avaient dit
20 que la Chambre - et ici je vais citer - "pourrait, de sa propre
21 initiative, décider en temps opportun d'élargir la portée du
22 premier procès dans le cadre du dossier numéro 002 dans
23 l'exercice de sa liberté d'appréciation en matière de mise en
24 état".
25 Ensuite, huit autres mois ont passé. Le 3 août 2012, dans le

1 cadre des préparatifs d'une réunion de mise en état, les juges
2 ont indiqué que le Chambre pourrait être prête à envisager un
3 élargissement modeste de la portée du procès pour y inclure
4 l'exécution des évacués dans le district 12, ainsi que
5 l'exécution d'anciens soldats et fonctionnaires de Lon Nol à Tuol
6 Po Chrey, ainsi que les crimes commis au centre de sécurité S-21
7 et au site d'exécution connexe de Choeng Ek. La Chambre avait
8 invité les parties à présenter des conclusions précises à ce
9 sujet. La Chambre a trouvé certains motifs la conduisant à
10 convenir avec l'Accusation que l'ajout de ces sites
11 supplémentaires pourrait être conforme à l'ordre chronologique et
12 logique des événements à examiner dans le premier procès du
13 dossier 002.

14 [10.11.50]

15 Avant la réunion de mise en état, les coprocurateurs ont indiqué à
16 la Chambre que l'inclusion des sites de crimes de S-21, du
17 district 12 et de Tuol Po Chrey aiderait grandement l'Accusation
18 à s'acquitter de la charge de la preuve car cela permettrait de
19 présenter des éléments de preuve convaincants tentant à établir
20 l'intention criminelle sous-jacente aux transferts forcés de
21 populations.

22 Nous avons été l'unique partie à présenter des observations
23 écrites avant la réunion de mise en état. Nous l'avons fait par
24 soucis d'équité et de transparence, afin que les autres parties
25 soient informées de notre position et afin que chacun puisse

1 dûment se préparer à la réunion.

2 Nous avons indiqué que les témoins pertinents du point de vue de
3 ces sites devraient être entendus par la Chambre, en tout état de
4 cause, dans le cadre de l'obligation des coproccureurs d'établir
5 l'objectif réel auquel correspondait l'évacuation du 17 avril
6 1975. Cette position a été réitérée deux jours plus tard, à la
7 réunion de mise en état elle-même.

8 [10.13.26]

9 Apparemment, la Chambre de première instance a rejeté ces
10 arguments favorables à l'inclusion de S-21 et du district 12. Par
11 contre, elle a estimé opportun d'inclure l'exécution de soldats
12 de Lon Nol à Tuol Po Chrey.

13 La Chambre s'est prononcée sur notre demande du 27 janvier 2012
14 en publiant un mémorandum le 8 octobre 2012, soit plus de sept
15 mois plus tard.

16 Onze jours plus tard, la Chambre a annoncé aux parties que toute
17 demande d'élargissement de la portée du premier procès dans le
18 cadre du dossier 002 ne serait pas acceptée.

19 C'est dans ce contexte que les coproccureurs ont estimé
20 indispensable d'interjeter appel. À ce moment-là, notre
21 évaluation correspondait à la deuxième des deux options
22 présentées par la Chambre de la Cour suprême dans sa décision, à
23 savoir qu'il était probable que seul un procès aurait lieu, dans
24 des circonstances telles que le cadre fixe du procès ne
25 permettrait pas de représenter de manière raisonnable les chefs

24

1 d'accusation énoncés dans l'ordonnance de clôture.

2 [10.15.10]

3 Une fois de plus, je remercie les juges d'avoir pris les
4 dispositions nécessaires pour que chacun puisse réexaminer
5 l'historique et l'origine de la disjonction. Tant du point de vue
6 des traces que laissera le procès que du point de vue du public,
7 il est essentiel de comprendre ce qui nous a menés ici.
8 J'aimerais que mon confrère puisse vous présenter nos
9 observations concernant la démarche à adopter à compter
10 d'aujourd'hui.

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 La parole est au coprocureur.

13 [10.16.08]

14 M. CAYLEY:

15 Merci.

16 Les questions appellent de façon naturelle les réponses. Je ne
17 vais pas enfoncer le clou lorsque les réponses aux questions
18 seront claires. Et, ici, ça rejoint ce que je disais quant à la
19 façon de gagner du temps.

20 Première question: est-il probable que l'ensemble des chefs
21 d'accusation énoncés dans l'ordonnance de clôture pourront être
22 examinés du vivant des accusés ou avant qu'ils ne soient plus
23 aptes à être jugés?

24 Nous avons toujours dit qu'il était très improbable, extrêmement
25 hypothétique, que ces trois accusés puissent être jugés pour

25

1 l'ensemble des chefs d'accusation dans le dossier 002.

2 [10.17.07]

3 Nous partageons cette inquiétude. Si nous sommes tous présents
4 ici aujourd'hui, ce n'est pas directement lié à cette
5 préoccupation, c'est plutôt lié aux chefs d'accusation qui seront
6 retenus. Nous acceptons cette proposition, mais nous sommes en
7 désaccord avec la manière dont la Chambre a fixé la portée du
8 procès. Nous pensons que ce sera le seul procès, et, dans le
9 cadre de ce procès, il convient d'assurer suffisamment de
10 représentativité des chefs d'accusation et des sites de crimes.
11 Vous voulez que j'en parle plus tard; voilà donc, en bref, nos
12 observations.

13 Du point de vue du public, il y a une chose qu'il convient de
14 faire brièvement. Personne ne l'a encore dit. Il faudrait
15 indiquer quelles sont les instructions de la Chambre de la Cour
16 suprême. Je peux le faire en 45 secondes.

17 La Chambre de la Cour suprême a donné les instructions suivantes:
18 au moment de prononcer une disjonction, la Chambre de première
19 instance doit indiquer clairement si elle adopte la disjonction,
20 a) par intérêt de l'administration efficace de procès multiples
21 ou bien parce qu'il n'y aura qu'un seul procès compte tenu de la
22 détérioration de l'état de santé des accusés.

23 [10.18.37]

24 Quelle que soit l'option retenue, il y aura des incidences
25 claires. Si la Chambre opte pour la première hypothèse, plusieurs

26

1 procès, alors la Cour suprême vous dit de présenter un plan; la
2 Chambre devra dire comment elle entend procéder.
3 Je... vous ne voulez pas que je présente les problèmes, vous voulez
4 que je le fasse plus tard, mais comprenez bien que toutes ces
5 questions sont interconnectées. Elles ne sont pas isolées, il
6 faut voir les choses dans leur ensemble.
7 Deuxièmement, si les juges prennent l'option B, à savoir un seul
8 procès, compte tenu de la détérioration de l'état de santé des
9 accusés - et, ici, c'est essentiel - la Chambre doit veiller à ce
10 qu'il y ait une représentativité suffisante. La Chambre de la
11 Cour suprême vous donne pour instruction de vous référer aux
12 normes internationales à ce sujet parce que, dans d'autres
13 tribunaux pénaux internationaux - TPIR, TPIY -, les instructions
14 sont bien plus substantielles à ce sujet.
15 Donc, la représentativité est essentielle, elle est au cœur des
16 raisons de notre présence aujourd'hui.
17 Voilà ce que j'avais à dire en réponse à la première question.
18 J'aurai d'autres choses à dire par la suite, à mesure que nous
19 examinerons les différentes questions.
20 [10.20.06]
21 M. LE PRÉSIDENT:
22 Merci.
23 La parole est à présent aux coavocats principaux pour les parties
24 civiles pour qu'ils répondent à la première question.
25 Me SIMONNEAU-FORT:

27

1 Monsieur le Président, Madame et Messieurs les juges, je
2 voudrais, tout comme l'a fait Mme le procureur, bénéficié juste
3 de quelques minutes pour expliquer, avant de répondre à la
4 première question, quelle est la problématique des parties
5 civiles par rapport à cette disjonction. J'ajouterai qu'on ne
6 peut pas comprendre les réponses aux questions si on ne prend pas
7 la mesure des questions préalables que peuvent se poser chacune
8 des parties.

9 [10.20.43]

10 La Cour suprême a justement relevé qu'il était dommage que nous
11 n'ayons pas eu un débat avant cette disjonction. Je crois que le
12 moment est venu et je voudrais souligner simplement, rapidement,
13 quelques points, puis nous répondrons aux neuf questions dans
14 l'ordre que la Chambre a souhaité, après les procureurs.
15 J'ajoute que le problème de ces neuf questions n'est pas le seul
16 problème que lève cette disjonction pour les parties civiles et
17 j'indique d'ores et déjà que, comme la Chambre l'a indiqué au
18 paragraphe 4 de son mémorandum du 12 février, nous avons d'autres
19 questions à soulever et nous souhaiterions les soulever parce que
20 nous pensons qu'elles sont directement liées à la disjonction et
21 qu'elles sont extrêmement importantes. Ne pas y répondre
22 maintenant, c'est laisser encore des pans entiers des
23 conséquences de cette disjonction sans réponse.

24 [10.21.41]

25 Donc, très rapidement, je voudrais simplement indiquer ceci. La

1 décision de la Cour suprême a levé un certain nombre de questions
2 qui, toutes, absolument toutes, étaient contenues dans le mémoire
3 de reconsidération des parties civiles que nous avons déposé il y
4 a 16 mois, le 18 octobre 2011. Toutes ces questions étaient
5 posées, et il sera répondu - il doit être répondu par la Chambre
6 - à toutes ces questions aujourd'hui. Certaines seront envisagées
7 dans les neuf questions, d'autres seront envisagées
8 ultérieurement, et je souhaiterais pouvoir les développer par la
9 suite.

10 Je voudrais ajouter que bien sûr, idéalement, les parties civiles
11 auraient voulu un procès couvrant la totalité des faits. Comment
12 pourrait-il en être autrement? À plusieurs reprises, nous avons
13 eu l'occasion de souligner la diversité des parties civiles, ce
14 qui n'est pas surprenant dans le cadre d'un tel procès concernant
15 des crimes de masse. Parmi les parties civiles, il y a des
16 civils, des militaires, des religieux de différentes religions,
17 des intellectuels, des commerçants, des ouvriers, des paysans,
18 des Vietnamiens, des victimes de crimes spécifiques, comme les
19 mariages forcés, et aussi des Khmers rouges victimes des purges
20 internes. Il y a donc une grande diversité.

21 [10.23.19]

22 Comment ne pas vouloir ou souhaiter que chacune de ces victimes
23 ait la possibilité de voir évoquer les faits dont elle a été
24 victime, elle, spécifiquement? Comment ne pas vouloir ou
25 souhaiter que les attentes de chacune soient prises en

1 considération? Je parle des attentes juridiques, la recherche de
2 la vérité, la recherche de la justice, la lutte contre
3 l'impunité.

4 Les parties civiles souhaitent évidemment un examen exhaustif
5 des faits, et c'est un devoir pour nous de le souligner encore
6 aujourd'hui. Mais, aujourd'hui, on ne peut pas faire comme si
7 rien ne s'était passé pendant 16 mois d'audience. Depuis nos
8 questions et préoccupations telles que nous les avons posées il
9 y a 16 ou 17 mois, il y a eu certaines réponses, parfois claires,
10 parfois implicites, parfois équivoques; il y a eu surtout des
11 témoins, des experts, des parties civiles qui ont été entendus
12 sur la base d'un procès restreint, le procès des transferts
13 forcés. Il y a eu des documents utilisés.

14 Et à côté de cela, comme une contrainte inexorable, la durée de
15 vie des accusés diminue nécessairement, ce qui est évidemment
16 beaucoup plus grave à leur âge. Leur santé a décliné au point de
17 compromettre gravement la tenue-même des audiences, puisque,
18 depuis septembre 2012, nous parvenons à peine à avoir trois jours
19 d'audience d'affilé.

20 [10.25.17]

21 Dans cette situation, ouvrir à nouveau le champ du procès sur la
22 totalité des faits aurait non pas seulement pour conséquence
23 d'allonger, évidemment, les débats en raison de l'examen de
24 pièces, témoins, experts et parties civiles nouveaux, mais aussi
25 ce serait prendre le risque de remettre en cause tout ce que nous

1 avons déjà fait.

2 Et la Chambre a raison dans son mémorandum, au paragraphe 3 et au
3 point 6, de souligner que certaines extensions du champ
4 obligerait à rappeler certaines personnes, à réexaminer
5 certains documents, ce qui nous paraît totalement impossible à
6 envisager aujourd'hui.

7 La décision de la Cour suprême, même si elle contient des motifs
8 pertinents et même si elle relève à juste titre les questions que
9 nous avons posées, arrive, de notre point de vue, beaucoup trop
10 tard, en ce qu'elle prononce une annulation pure et simple de la
11 disjonction, alors même que les procureurs ne la demandaient même
12 pas. En arrivant si tard, cette décision d'annulation nous paraît
13 perdre une part de son utilité et avoir à la place un caractère
14 d'abstraction qui la rend pour partie inadéquate. Il n'est plus
15 temps de se poser la question d'étendre à nouveau le champ du
16 procès à la totalité des faits - c'est notre point de vue -, et
17 nous rappelons qu'en ce qui nous concerne, les parties civiles,
18 nous sommes non pas dans un débat juridique purement abstrait,
19 mais dans la réalité d'un procès qui se déroule depuis 16 mois et
20 qui est des plus concrets.

21 [10.27.29]

22 Notre position aujourd'hui, telle que vous l'entendrez au fil des
23 réponses que nous apporterons à vos questions et telle que vous
24 l'entendrez dans les trois points supplémentaires que nous
25 souhaitons évoquer, notre position est guidée par cette réalité

31

1 de 16 mois d'audience et par un pragmatisme évident,
2 intrinsèquement lié au temps passé dans les audiences, à tout ce
3 qui s'y est déroulé, à tout ce qui s'y est déjà dit, pas
4 seulement dit par les témoins, les parties civiles ou les
5 experts, mais dit aussi par les parties et par la Chambre, bien
6 entendu.
7 Pour cette raison - et j'en aurai fini de vous dépeindre la
8 problématique des parties civiles -... pour cette raison, nous
9 n'allons pas saisir l'opportunité qui nous est offerte
10 aujourd'hui d'ouvrir ce procès sur la totalité des faits. Ce ne
11 serait pas un bénéfice pour nous; ce serait au contraire, de
12 notre point de vue, contraire à l'intérêt de la justice et des
13 parties civiles. Je voulais simplement vous dire que nous allons
14 adopter une attitude qui nous a paru raisonnable en tenant compte
15 du temps passé dans ces audiences.
16 Je vais laisser mon confrère répondre à la première question.
17 [10.29.07]
18 M. LE PRÉSIDENT:
19 Je vous en prie, allez-y, mais veuillez répondre précisément à la
20 question posée. Il est indispensable d'obtenir des réponses aussi
21 précises que possible pour évaluer la question de manière
22 objective. C'est la raison pour laquelle la Chambre a demandé des
23 réponses aux questions posées.
24 Me PICH ANG:
25 Merci, Monsieur le Président. Bonjour aux juges, et bonjour à

32

1 tous.

2 Je souhaiterais répondre aux différentes questions posées par la
3 Chambre.

4 La première question avait trait à la crainte de ne pouvoir juger
5 les accusés pour tous les chefs d'accusation énoncés dans
6 l'ordonnance de clôture du vivant des accusés ou avant qu'ils ne
7 soient plus aptes à être jugés.

8 [10.30.23]

9 Il s'agit d'une préoccupation que nous partageons. J'aimerais
10 donc expliquer nos préoccupations à la Chambre.

11 En effet, nous nous inquiétons du fait que les accusés ne vivent
12 pas jusqu'à la fin du procès, et c'est pourquoi nous demandons à
13 la Chambre de bien considérer le champ d'application de ce
14 premier procès.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci beaucoup.

17 Nous allons maintenant marquer une pause jusqu'à 11 heures moins
18 10.

19 L'audience est suspendue.

20 (Suspension de l'audience: 10h31)

21 (Reprise de l'audience: 10h51)

22 M. LE PRÉSIDENT:

23 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

24 La Chambre laisse à présent la parole à l'Accusation et aux
25 parties civiles pour leurs réponses à la deuxième question posée

33

1 dans le mémorandum, qui va comme suit:

2 "L'ordonnance de disjonction de la Chambre de première instance
3 et les décisions s'y rapportant ont été expressément motivées par
4 le souci de pouvoir effectivement rendre tout verdict à temps
5 dans le dossier 002. De façon générale, préférez-vous que la
6 Chambre essaie de se prononcer sur un éventail plus large de
7 chefs d'accusation et d'allégations factuelles dans le dossier
8 numéro 002 au risque de ne pouvoir, en fin de compte, rendre
9 aucun verdict, ou considérez-vous plutôt qu'il est, au contraire,
10 préférable de poursuivre la procédure à l'égard d'un nombre
11 limité de chefs d'accusation et d'allégations factuelles,
12 augmentant ainsi la probabilité de rendre un verdict?"
13 C'est la question qui vous est posée.
14 Et nous laissons la parole à l'Accusation.

15 [10.53.20]

16 M. CAYLEY:

17 Merci, Monsieur le Président et Madame, Messieurs les juges.

18 Bon, je serai sans doute... enfin, je vais sans doute me répéter
19 car ces questions sont liées.

20 Notre position a été... depuis le début de cette procédure, en
21 2011, nous voulons que le procès se tienne sur un nombre limité
22 de chefs d'accusation pour les raisons que la Chambre évoque dans
23 la première partie de sa question.

24 Là où nous ne sommes pas d'accord avec la Chambre, c'est le choix
25 des chefs d'accusation et les sites de crimes que la Chambre a

34

1 retenus et que nous ne jugeons pas représentatifs de l'ensemble
2 de l'acte d'accusation. Nous sommes d'avis, en effet, que cela
3 n'est pas représentatif.

4 Bon, je vais me répéter. Si vous portez votre attention à la
5 décision de la Chambre de la Cour suprême, qui est d'accord avec
6 nous, elle dit que vous devez vous pencher sur cette question
7 dans votre nouvelle ordonnance de disjonction. Nous sommes donc
8 d'accord qu'il faille restreindre l'éventail des chefs
9 d'accusation et d'allégations factuelles car cela augmentera la
10 probabilité que la Chambre rende un verdict, mais nous sommes
11 d'avis que ce que vous avez... ou, plutôt, ce que vous retiendrez
12 dans... dans votre nouvelle ordonnance de disjonction devrait
13 représenter de façon plus adéquate l'acte d'accusation dans son
14 ensemble.

15 [10.54.50]

16 Comme vous pouvez le deviner, je suis d'accord avec la deuxième
17 option que vous a présentée la Chambre de la Cour suprême, à
18 savoir un seul procès. Et donc, s'il n'y a qu'un seul procès - je
19 me répète encore -, nous devons nous assurer que les chefs
20 d'accusation retenus à l'encontre des accusés soient
21 représentatifs de l'ensemble de l'acte d'accusation.

22 Un autre commentaire que j'aimerais ajouter. J'ai entendu plus
23 tôt ma consœur des parties civiles dire que tout cela vient un
24 peu tard, très tard, même, et je comprends sa frustration. C'est
25 en effet assez tard dans la procédure pour une telle décision.

35

1 Mais le fait reste que la Chambre de la Cour suprême a rendu une
2 décision, et, qu'elle vienne tard ou non, la Cour, les parties,
3 la Chambre doivent agir sur la base de cette décision.

4 Et j'aimerais rappeler qu'il est impératif d'entendre toutes les
5 parties. C'est ce qu'a dit la Chambre de la Cour suprême dans sa
6 décision. La Chambre de première instance doit écouter les
7 parties et entendre leurs positions car cette question doit être
8 réglée très rapidement, certes, mais nous devons être entendus.

9 Je vous remercie.

10 [10.56.15]

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Je vous remercie.

13 Je laisse à présent la parole aux coavocats principaux pour les
14 parties civiles.

15 Veuillez répondre directement à la question posée.

16 Me PICH ANG:

17 Merci, Monsieur le Président.

18 En réponse à la deuxième question, les coavocats principaux et
19 les parties civiles dans leur ensemble n'aimeraient pas voir un
20 procès... ou, plutôt, préféreraient que la Chambre ne retienne
21 pas l'ensemble de l'acte d'accusation pour le procès. Les parties
22 civiles souhaitent voir un procès avec verdict et les parties
23 civiles sont soulagées à l'idée qu'un procès dont la portée
24 serait plus courte permettrait de rendre effectivement... de
25 mener effectivement à un verdict.

36

1 [10.57.31]

2 Et il faut bien sûr se conformer à la situation, soit l'état de
3 santé des accusés et les difficultés financières du tribunal, qui
4 doivent être prises en compte.

5 Et, bien sûr, ma consœur aimerait ajouter à ce que je viens de
6 dire.

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 Allez-y, Maître.

9 Me SIMONNEAU-FORT:

10 Oui. Je rassure la Chambre, je n'aurai pas d'observations
11 complémentaires sur chaque question.

12 Je voudrais déjà faire une clarification. La décision de la Cour
13 suprême n'arrive pas trop tard en ce qu'elle soulève à nouveau
14 des questions auxquelles il n'était pas répondu. C'est une très
15 bonne chose pour nous que la Cour suprême ait reposé ces
16 questions. Je disais simplement que la décision de la Cour
17 suprême arrive trop tard en ce qu'elle annule totalement la
18 disjonction, ce qui n'est pas la même chose.

19 [10.58.17]

20 Sur cette deuxième question, maintenant, qui est posée par la
21 Chambre, je crois... je voudrais ajouter juste quelques
22 réflexions parce que je crois que c'est une question à laquelle
23 on ne peut pas répondre oui ou non, ou blanc ou noir. Je crois
24 que ce n'est pas une simple alternative. Il n'y a pas, d'un côté,
25 un jugement dans un délai raisonnable et, de l'autre, un large

37

1 champ de faits jugés avec le risque de ne pas avoir de jugement.
2 Ce n'est pas l'un ou l'autre; c'est nécessairement un équilibre
3 qu'il faut trouver, et un équilibre qui a été modifié au fur et à
4 mesure du temps et des débats.

5 Et je voudrais livrer deux réflexions à la Chambre, très
6 rapidement, à ce sujet, qui me paraissent nécessaires pour
7 décider.

8 La première réflexion, c'est que, si la représentativité est, au
9 départ, dans le choix des faits que l'on choisit d'évoquer, cette
10 représentativité est ensuite dans la façon dont on va traiter ces
11 faits pendant les débats. Je m'explique. À partir du moment où la
12 Chambre a disjoint et limité le premier dossier aux transferts
13 forcés I et II, il nous est revenu de poser des questions, de
14 présenter des documents et d'intervenir en cherchant les causes
15 et les effets de ces transferts en les reliant à d'autres
16 événements, dans le but de donner un sens à ce procès et d'en
17 faire autant que possible un procès représentatif et rendu dans
18 un délai raisonnable. Nous ne sommes donc pas obligés d'inclure
19 tous les faits pour qu'un procès soit représentatif; il suffit
20 d'inclure simplement quelques faits.

21 [11.00.06]

22 Et nous partageons totalement la position des procureurs. Nous
23 n'étions pas contre la disjonction, nous étions contre la
24 disjonction telle qu'elle a été faite.

25 La deuxième réflexion que je voudrais faire et qui me paraît

1 importante, notamment par respect pour les parties civiles, c'est
2 que nous avons plusieurs fois souligné que, pour nous, un procès
3 ne se résume pas à une simple décision. Il faut que cette
4 décision s'appuie sur des débats qui viennent la justifier et lui
5 donner son sens.

6 Dans un procès comme celui-ci dont l'achèvement dépend de tant de
7 facteurs très aléatoires, nous ne devrions pas attacher une
8 beaucoup plus grande importance à la décision finale qu'aux
9 débats qui y conduisent. Ces débats sont les sujets... et les
10 sujets qui sont traités pendant ces débats sont tout aussi
11 essentiels que la décision finale, et, même si notre objectif,
12 c'est évidemment, comme dans tout procès, d'obtenir, d'aboutir à
13 une décision, tout ce qui se passe avant, au fil des audiences,
14 jour après jour, c'est quelque chose de positif dans l'œuvre de
15 justice que nous poursuivons.

16 [11.01.33]

17 Donc, je voulais vous faire part de ces deux réflexions parce que
18 la réponse à cette question numéro 2 - la réponse qu'apportera la
19 Chambre - est dans un équilibre à trouver entre le délai
20 raisonnable et le caractère représentatif du procès.

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Merci.

23 À présent, la parole est à nouveau à l'Accusation et aux
24 coavocats principaux.

25 Mais, avant cela, la parole est donnée à la juge Fenz.

1 Mme LA JUGE FENZ:

2 J'aimerais mettre en évidence certains points quant à cet
3 équilibre à trouver. C'est clair pour les parties, mais, ici, je
4 m'adresse surtout au public, qui devrait comprendre ce que nous
5 faisons.

6 Nous parlons de la probabilité d'un verdict. Un verdict doit être
7 écrit. La rédaction d'un verdict peut commencer uniquement après
8 les audiences consacrées à l'examen de la preuve. Autrement dit,
9 il n'y aura pas de verdict le jour des réquisitoires et
10 plaidoiries.

11 [11.02.58]

12 Je ne vais pas spéculer quant au temps nécessaire à la rédaction
13 du verdict, mais peut-être que nous pourrions nous faire une idée
14 du temps nécessaire à la lumière du dossier numéro 1. C'était un
15 dossier avec un seul accusé, dossier portant essentiellement sur
16 un site de crimes.

17 Après les conclusions finales, il a fallu huit mois à la Chambre
18 pour prononcer son verdict. L'action devant la Cour suprême a
19 pris environ un an et demi en plus. Donc, si l'on fait le calcul,
20 on arrive, si j'ai bien calculé, à deux ans et trois mois pour
21 avoir un jugement définitif, et ce, à compter du jour des
22 réquisitoires et plaidoiries finales.

23 Dans ce dossier-ci, il y a trois accusés, il y a sans doute
24 davantage de complexité sur le plan juridique. Si j'évoque ces
25 questions, c'est par souci de transparence envers le public et

40

1 aussi pour m'assurer que les parties en tiennent dûment compte,
2 même si je suppose qu'elles le font déjà.

3 [11.04.34]

4 M. LE PRÉSIDENT:

5 Merci.

6 La parole est donnée, tout d'abord, à l'Accusation, après quoi ce
7 sera au tour de la partie civile.

8 Il s'agit de répondre à la troisième question, dont je donne à
9 présent lecture:

10 "Au moment où la décision de la Chambre de la Cour suprême a été
11 rendue, la Chambre de première instance approchait de la fin des
12 audiences dans le cadre du premier procès du dossier numéro 002.

13 La Chambre estime qu'il restait relativement peu de jours
14 d'audience supplémentaires en présence des trois accusés afin de
15 clore les audiences consacrées à l'examen de la preuve dans le
16 cadre de ce premier procès.

17 "Depuis que les coprocurateurs ont interjeté appel et, d'autre
18 part, comme l'on anticipé les experts médicaux surveillant
19 régulièrement l'état de santé de tous les accusés, la Chambre a
20 constaté que le déroulement de la procédure prenait de plus en
21 plus de retard et qu'il était difficile d'avoir la présence des
22 trois accusés à tout moment donné, en raison de leur fragile état
23 de santé.

24 "Au vu de cette nouvelle situation et des difficultés de changer
25 la procédure à ce stade avancé du procès, êtes-vous toujours

41

1 opposés à la portée du premier procès telle que définie par la
2 Chambre de première instance dans l'ordonnance de disjonction et
3 les décisions s'y rapportant?"

4 [11.06.18]

5 M. CAYLEY:

6 J'aimerais répondre à la juge Fenz.

7 Bien sûr, nous savons combien de temps il faut pour rédiger un
8 jugement. Nous en sommes conscients. Mais, d'une certaine façon,
9 vous avez donné plus de force à l'argument militant pour une
10 représentativité raisonnable de ce seul procès. Je sais que je
11 devrai en parler plus tard, mais, pour nous, c'est une
12 proposition très problématique que de passer à un deuxième procès
13 alors qu'on rédige encore le premier jugement. Ça a toujours été
14 notre point de vue.

15 Dans un certain sens, ce que vous avez dit vient renforcer la
16 position de l'Accusation comme quoi ce premier procès doit être
17 raisonnablement représentatif. Et, si l'on parle de plusieurs
18 mois pour la rédaction du jugement, nous pensons en termes de
19 semaines pour ce qui est de l'examen d'autres éléments de preuve.

20 [11.07.08]

21 Nous acceptons ce que vous dites, mais, à notre sens, cela vient
22 renforcer notre position, selon laquelle ce procès devrait être
23 plus représentatif. Nous devons suivre les instructions de la
24 Cour suprême.

25 Pour répondre à cette question précise, à présent, celle-ci est

42

1 liée aux deux premières. Nous ne sommes pas opposés à la
2 disjonction, mais nous sommes toujours opposés à la portée de
3 l'ordonnance de disjonction. Pourquoi? Cela rejoint ce que j'ai
4 dit concernant les deux autres éléments, à savoir que, dans
5 l'état actuel des choses, le dossier n'est pas conforme aux
6 normes internationales, à savoir qu'un procès limité, dans toute
7 la mesure du possible et malgré la difficulté des circonstances -
8 et je vais y revenir -, ce procès devrait être raisonnablement
9 représentatif de l'ensemble de l'acte d'accusation. Je sais que
10 je devrai en parler plus tard, mais je le dis déjà car les choses
11 sont liées.

12 [11.08.13]

13 Quand on prend en considération ce critère, il faut tenir compte
14 des circonstances du présent procès: les accusés sont âgés, leur
15 santé est fragile. Nous allons faire une demande et nous en
16 prenons compte. Il faut mettre cela en balance. La proposition
17 que nous allons vous faire, à nos yeux, constitue la meilleure
18 dans les circonstances actuelles, compte tenu des circonstances
19 problématiques de ce procès.

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 La parole est à présent donnée aux coavocats principaux pour les
22 parties civiles.

23 Me PICH ANG:

24 Il y a certains risques que l'on peut déjà anticiper; je pense en
25 particulier à l'état de santé des accusés Nuon Chea et Ieng Sary.

43

1 Leurs problèmes de santé ont causé pas mal de retards. Il est
2 très difficile de prévoir combien de temps il faudra pour clore
3 le procès. Il s'agit d'une affaire extrêmement complexe. Dès
4 lors, cela fait qu'il est difficile pour nous de nous préparer.
5 [11.10.17]

6 En ce qui concerne la portée du procès, les parties civiles sont
7 favorables au cadre fixé, mais nous nous interrogeons. Nous ne
8 savons pas de combien de temps nous aurons encore besoin pour
9 clore le procès 002/001, compte tenu de l'état de santé des
10 accusés.
11 Quoi qu'il en soit, nous sommes favorables à la portée du procès
12 telle qu'elle a été fixée par la Chambre. Nous appuyons également
13 la position de l'Accusation en vue d'inclure quelques sites de
14 crimes. Il incombera à la Chambre de mettre tous ces éléments en
15 balance.

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Merci.

18 À nouveau, la parole va être donnée aux coprocurateurs puis aux
19 coavocats principaux pour répondre à la quatrième question, dont
20 je donne lecture à présent:

21 "Si vous maintenez votre demande visant à élargir la portée du
22 premier procès dans le dossier numéro 002, cette demande se
23 limite-t-elle à ajouter les allégations factuelles liées au
24 centre de sécurité S-21 et au district 12, ou bien
25 considérez-vous que la prescription de la Chambre de la Cour

44

1 suprême de s'assurer d'une représentativité suffisante exige que
2 l'éventail des chefs d'accusation et des allégations factuelles à
3 examiner soit encore plus large?

4 [11.12.19]

5 "Le fait d'inclure le centre de sécurité S-21 et le district 12
6 ne concernerait qu'une zone géographique limitée, résumerait
7 seulement une petite partie de l'ensemble des persécutions
8 alléguées dans le cadre du dossier numéro 002 et contraindrait la
9 Chambre à entendre de nouveau l'exposé d'allégations concernant
10 le seul site de crimes à propos duquel les CETC se soient
11 prononcées jusqu'à présent.

12 "La Chambre de première instance a limité le premier procès dans
13 le dossier numéro 002 principalement aux transferts forcés parce
14 que ces faits avaient concerné pratiquement toutes les personnes
15 vivant au Cambodge pendant le régime du Kampuchéa démocratique.
16 "Veuillez faire part de vos observations par rapport aux critères
17 de représentativité dégagés dans la décision de la Chambre de la
18 Cour suprême."

19 [11.13.40]

20 M. CAYLEY:

21 Merci.

22 J'ai pas mal d'observations à faire à ce sujet car je pense que
23 ceci est au cœur de ce débat. Cela dit, j'essaierai de répondre à
24 certaines de ces questions, en particulier le début et en
25 particulier le point suivant: le fait d'entendre à nouveau

45

1 l'exposé des allégations concernant le seul site de crimes à
2 propos duquel les CETC se soient prononcées jusqu'à présent. Et,
3 ici, je vais parler surtout à l'intention du public.

4 Nous parlons de S-21. Le dossier 001 portait sur S-21 et sur
5 Duch. Mais la Chambre dit que les éléments de preuve en rapport
6 avec ce site de crimes ont déjà été examinés et la Chambre dit
7 que, du coup, ça ne peut plus faire partie du dossier 002. Je
8 suis en désaccord si telle est la proposition faite.

9 [11.14.51]

10 La Cour suprême a clairement dit que les CETC étaient un tribunal
11 internationalisé sui generis qui applique le droit international
12 ainsi que le droit cambodgien interne. Si l'on prend les
13 instructions émanant des autres tribunaux - le TPIY, le TPIR -,
14 l'on voit que, dans plusieurs affaires, les mêmes crimes ont été
15 examinés, mais dans le cas de différentes personnes jugées pour
16 les mêmes crimes.

17 Je prends un exemple. C'est une affaire à laquelle moi-même j'ai
18 participé, de même que Me Karnavas. C'est Srebrenica, juillet 95,
19 en Bosnie. Il y a eu plusieurs procès, au TPIY, portant sur les
20 événements de Srebrenica, et ce, dans le cas de différents
21 accusés. Et, ici, en l'espèce, nous parlons de personnes qui
22 occupent un rang supérieur à celui de celui qui a été jugé et
23 condamné et de gens qui sont responsables de ce qui a eu lieu à
24 S-21.

25 Donc, j'aimerais mettre de côté ce point parce que je ne pense

46

1 pas que les juges doivent en tenir compte. Il y a d'autres
2 raisons très convaincantes pour lesquelles les juges devraient
3 inclure S-21 dans ce procès.

4 [11.16.30]

5 Laissez-moi aborder la question de la représentativité. Comme je
6 l'ai dit - et ici, excusez-moi, j'essaie d'éviter de me répéter,
7 mais une certaine répétition est inévitable -, nous demandons
8 l'inclusion de Tuol Po Chrey et de S-21.

9 Pour Tuol Po Chrey, nous souscrivons aux raisons invoquées au
10 paragraphe 3 du mémorandum du 8 octobre 2012, E163/5. Il y a un
11 lien avec les transferts forcés. Nous souscrivons à ce point de
12 vue.

13 Je passe au principe d'une représentativité raisonnable au moment
14 d'ordonner une disjonction. Selon nous, dans le contexte d'un
15 acte d'accusation devant les CETC, ce principe doit s'appliquer,
16 et d'ailleurs la Cour suprême a ordonné de l'appliquer. La règle
17 89ter du Règlement intérieur des CETC permet de prononcer une
18 disjonction lorsque l'intérêt de la justice l'exige, mais cette
19 règle ne donne pas de précision quant aux facteurs qu'il convient
20 de prendre en considération au moment d'ordonner une disjonction.

21 Dans une telle situation, d'après nous, en application de
22 l'Accord et du Statut, les juges doivent se référer au droit
23 international.

24 [11.18.11]

25 Comme je l'ai dit, la Cour suprême a confirmé cette approche.

1 Elle a reconnu que le processus de disjonction exigeait que
2 l'acte de disjonction disjoint soit raisonnablement représentatif
3 de l'intégralité des chefs d'accusation, surtout quand il y a des
4 questions quant à l'existence d'autres procès par la suite. Cela
5 s'explique par le souci de bon sens, d'une justice réelle et,
6 également, le respect des normes juridiques internationales.
7 Et, à ce sujet, la Cour suprême, au paragraphe 42 et, je pense,
8 au paragraphe 38... la Chambre, donc, dit que les normes
9 internationales se retrouvent à la règle 73bis(d) du règlement
10 intérieur du TPIY... du Règlement de preuve et de procédure du
11 TPIY, plutôt, [se reprend l'interprète]. Je ne vais pas lire
12 cette règle; je suis sûr que les juristes peuvent s'en procurer
13 une copie à l'intention des juges. Mais, en résumé, au TPIY, la
14 règle dit ceci:
15 "Une disjonction exige que toute réduction des sites de crimes ou
16 des chefs d'accusation ou des incidents doit se faire d'une
17 manière que ce qui reste dans l'acte d'accusation - en l'espèce,
18 l'ordonnance de clôture - soit suffisamment représentatif de
19 l'ensemble des chefs d'accusation."
20 [11.19.48]
21 Cette règle inclut certains facteurs que vous devriez prendre en
22 considération pour que l'acte d'accusation soit suffisamment
23 représentatif.
24 Il y a six facteurs qui sont mentionnés dans cette règle, et il y
25 a encore deux facteurs qui se sont posés à cause du volume des

1 affaires au TPIY. Je pense que cela est également utile; je vais
2 brièvement en parler.
3 Premier facteur: il s'agit des crimes reprochés dans l'acte
4 d'accusation: quels sont-ils? Deuxièmement, comment ces crimes
5 sont-ils classés?
6 Troisièmement, quelle est la nature de ces crimes?
7 Ces trois questions sont liées entre elles; je les présente
8 ensemble. Elles doivent être examinées ensemble.
9 Quatrième point: il s'agit du lieu de commission allégué des
10 crimes.
11 Cinquièmement, l'ampleur des crimes allégués.
12 Sixièmement, les victimes des crimes.
13 [11.21.05]
14 Ensuite, il y a deux autres éléments. Comme je l'ai dit, ces
15 éléments ont été intégrés pour des raisons de volume des affaires
16 à juger. Il y a un aspect essentiel qui est lié à la nature
17 fondamentale du dossier.
18 Prenons le premier point: les crimes reprochés et énoncés dans
19 l'ordonnance de clôture. Pour ordonner une disjonction, il faut
20 que les crimes sélectionnés soient raisonnablement représentatifs
21 de l'acte d'accusation initial. Les crimes retenus doivent être
22 aussi graves que ceux... et aussi variés que ceux de l'acte
23 d'accusation intégral. Je vais le répéter: il faut mettre en
24 balance tous ces facteurs avec l'âge et l'état de santé des
25 accusés pour appliquer ce critère. Il faudra le faire. C'est

49

1 pourquoi nous allons faire une proposition, car, pour nous, les
2 juges doivent pondérer ces différents facteurs.
3 Inclure S-21 dans une nouvelle ordonnance de disjonction
4 accroîtrait la représentativité du point de vue des crimes
5 reprochés. Les actes... les chefs d'accusation associés à S-21 sont
6 le meurtre, l'extermination, la réduction en esclavage,
7 l'emprisonnement, la torture, les persécutions politiques,
8 persécutions raciales et autres actes inhumains portant atteinte
9 à la dignité humaine.
10 [11.22.51]
11 Je rappelle aussi qu'en rapport à S-21 il y a de graves
12 violations des Conventions de Genève qui ne se trouvent pas
13 actuellement dans le dossier: torture, homicides volontaires,
14 traitements inhumains, voilà autant de graves violations; le fait
15 de causer de grandes souffrances, autre grave violation; le fait
16 de priver intentionnellement des prisonniers de guerre d'un
17 procès équitable, déportations illégales de civils,
18 emprisonnement illégal de civils, encore une violation grave des
19 Conventions de Genève.
20 Donc, retenir S-21 permettrait d'intégrer quatre chefs
21 d'accusation supplémentaires de crimes contre l'humanité -
22 réduction en esclavage, emprisonnements, torture et autres actes
23 inhumains portant atteinte à la dignité humaine - et quatre
24 violations graves des Conventions de Genève - fait de causer
25 intentionnellement de grandes souffrances, fait de priver des

1 prisonniers de guerre d'un droit à un procès équitable,
2 déportations illégales de civils, emprisonnement illégal de
3 civils.

4 [11.24.10]

5 On pourrait même dire que, même si l'homicide volontaire inclut
6 le meurtre en tant que crime contre l'humanité, ce sont des
7 éléments qui, pourrait-on dire, constituent un crime séparé. Je
8 ne veux pas couper les cheveux en quatre, mais, en intégrant
9 S-21, on intègre toute une série de chefs d'accusation
10 supplémentaire avec une portée plus large et une plus grande
11 représentativité.

12 Prenons rapidement le classement des crimes, soit le deuxième
13 facteur lié à ce critère, qu'il faudra prendre en considération
14 pour prononcer une nouvelle disjonction.

15 Pour ordonner une disjonction, il faut que les nouveaux chefs
16 d'accusation soient raisonnablement représentatifs des chefs
17 d'accusation initiaux. Vous le savez, il s'agit de génocide,
18 crimes contre l'humanité très graves, mais également disposition
19 propre, crimes contre l'humanité, graves violations des
20 Conventions de Genève et, également, crimes au regard du droit
21 national, à savoir le Code de procédure pénale cambodgien.

22 Actuellement, il s'agit d'un seul groupe de crimes, crimes contre
23 l'humanité, y compris... Si on inclut S-21, on intégrera les
24 graves violations des Conventions de Genève. On ne va pas juger
25 tous les crimes appartenant à toutes les catégories, mais bien

1 davantage qu'à présent.

2 [11.25.58]

3 Troisième facteur: nature des crimes. Il faut en tenir compte.

4 Pour ordonner une disjonction, il faut que la nature des crimes

5 reprochés soit raisonnablement représentative d'actes

6 d'accusation initiaux. Je le répète, c'est lié aux deux premiers

7 facteurs, mais je vous donne les critères en droit. La nature des

8 crimes doit présenter certaines similarités - des mêmes crimes

9 d'une classe unique.

10 Par exemple, dans la catégorie des crimes contre l'humanité, le

11 meurtre et l'extermination seraient des crimes similaires avec

12 des éléments fondamentaux similaires parce que, dans les deux

13 cas, il y a un homicide volontaire. Mais meurtre et

14 extermination, c'est différent de l'emprisonnement, ce qu'on

15 n'avait pas dans l'ancienne ordonnance de disjonction.

16 [11.26.56]

17 Donc, les dispositions sur les violations graves contiennent des

18 éléments uniques, notamment prouver l'existence d'un conflit armé

19 international. Intégrer S-21 permettrait d'accroître grandement

20 la représentativité quant à la nature des crimes énoncés dans

21 l'acte d'accusation. On ajouterait: la réduction en esclavage; la

22 torture, y compris le viol; l'emprisonnement et autres actes

23 inhumains; homicides volontaires, violation grave; torture,

24 violation grave; traitements inhumains, violation grave; fait de

25 causer intentionnellement de grandes souffrances. Je ne vais pas

1 me répéter – je l'ai déjà dit –, mais comme vous le voyez, dans
2 le cas de ces autres crimes, il y a des éléments uniques qu'on ne
3 retrouve pas dans les crimes qui sont actuellement jugés.
4 Quatrièmement, il s'agit du lieu de commission des crimes. Pour
5 ordonner une disjonction, il faut que les lieux de commission des
6 crimes soient raisonnablement représentatifs de l'acte
7 d'accusation initial. Autrement dit, dans un cas de figure de
8 disjonction, les crimes sélectionnés doivent être raisonnablement
9 représentatifs de l'emplacement des crimes initiaux.
10 [11.28.21]
11 Par exemple, si des crimes ont lieu à différents endroits, eh
12 bien, dans toute la mesure du possible, la disjonction doit en
13 tenir compte. Inversement, quand les crimes ont lieu à un seul
14 endroit, la disjonction doit exclure les crimes ayant eu lieu
15 ailleurs qu'à cet endroit. Inclure S-21 permettrait d'accroître
16 sensiblement la représentativité géographique.
17 Par le mémorandum, je sais que les juges rejettent cette
18 proposition, disant que S-21 était un lieu très circonscrit. Si
19 S-21 se trouvait à un endroit bien précis, en fait, il est plus
20 représentatif des crimes commis dans tout le Cambodge, par
21 rapport à n'importe quel autre acte criminel de l'acte
22 d'accusation. Pourquoi? Parce que les victimes qui ont été
23 torturées et exécutées à S-21 venaient de toutes les régions du
24 Cambodge, de toutes les zones: Nord, Sud, Est et Ouest.
25 Si l'on lit les allégations énoncées dans l'ordonnance de

1 clôture, on voit que cela vient étayer notre proposition. Je ne
2 vais pas passer tout ça en revue, mais je vais prendre juste
3 quelques exemples.

4 [11.29.44]

5 Prenons le paragraphe 431. Il y est dit que: "Les cadres du PCK
6 et les membres de l'ARK qui étaient arrêtés provenaient de toutes
7 les zones et de tous les secteurs autonomes du Cambodge."

8 Ensuite, paragraphe 434: "Pour l'arrestation et le transfert des
9 cadres du PCK et des membres de l'ARK provenant des zones ou des
10 régions autonomes, deux méthodes étaient utilisées. Dans certains
11 cas, des membres du personnel de S-21 se rendaient dans les
12 zones, procédaient aux arrestations ou récupéraient des
13 prisonniers arrêtés par les unités des zones et repartaient vers
14 Phnom Penh. Dans d'autres cas, les cadres du PCK et les membres
15 de l'ARK étaient convoqués à Phnom Penh, officiellement pour une
16 réunion ou un séminaire, par le Bureau 870 et en particulier par
17 Nuon Chea, et disparaissaient à jamais."

18 Paragraphe 437 de la décision de renvoi: "Les civils ou soldats
19 vietnamiens étaient généralement arrêtés dans la principale zone
20 de conflit..."

21 [11.30.51]

22 Vous pouvez donc voir que, contrairement à ce que vous avez
23 indiqué dans votre mémorandum et suggérant que S-21 est un
24 emplacement très limité au point de vue géographique, S-21,
25 plutôt, ratisse beaucoup plus large et couvre la zone

1 géographique et... pour satisfaire ce critère que je vous ai
2 mentionné tout à l'heure.

3 Le cinquième critère à considérer, que j'ai déjà évoqué, c'est
4 l'échelle des crimes. Toute disjonction des poursuites doit
5 s'assurer que les crimes retenus soient à la même échelle que
6 dans l'acte d'accusation d'origine. Il faut que les crimes
7 représentent la portée des crimes dans leur ensemble dans la
8 décision de renvoi initiale. Nous sommes d'avis que d'ajouter
9 S-21 dans la nouvelle... de retenir S-21 dans la nouvelle
10 ordonnance de disjonction permettra de respecter ce critère
11 d'échelle.

12 [11.31.54]

13 De quoi traite cette affaire dont la Chambre est saisie? Il
14 s'agit de la mort prématurée ou l'assassinat de 1,7 million de
15 personnes qui sont mortes entre 1975 et 1979. S-21 représente
16 très bien la sévérité et l'échelle de ce crime, sans doute plus
17 que tout autre site de crimes évoqué dans l'ordonnance de
18 clôture.

19 Je vais donner quelques exemples.

20 Dans la décision de renvoi, paragraphe 422, il est écrit que
21 "S-21 était un centre de sécurité très important du Kampuchéa
22 démocratique: il était considéré comme un organe du Parti
23 communiste du Kampuchéa, sa direction faisait rapport aux plus
24 hautes instances du Parti, il menait des activités d'envergure
25 nationale, et des cadres de haut rang et des prisonniers

55

1 importants y étaient incarcérés".

2 [11.33.03]

3 Nous savons de la première affaire qu'au moins 12 272 personnes
4 sont mortes à S-21. C'est un nombre important et qui démontre les
5 massacres en masse qui ont eu lieu dans ce pays.

6 La deuxième question que vous devez... dont vous devez tenir
7 compte, ce sont les victimes... la sixième question, plutôt, ce
8 sont les victimes. L'on doit s'assurer que l'affaire disjointe
9 respecte les intérêts des victimes et des groupes de victimes,
10 notamment les groupes ethniques. La décision de renvoi initiale
11 considérerait la population entière du Cambodge comme victime des
12 crimes allégués.

13 Quant à la politique de mise en œuvre de défense de la révolution
14 socialiste du PCK, en rééduquant les mauvais éléments et
15 l'exécution d'ennemis à l'intérieur et à l'extérieur des rangs
16 par tous les moyens nécessaires, les victimes de ces crimes
17 étaient dans deux groupes: les groupes d'ennemis internes et les
18 ennemis considérés comme externes. Les ennemis de l'extérieur
19 comprenaient: d'abord, les Cham; puis les Vietnamiens; les
20 bouddhistes; les anciens fonctionnaires de la République khmère,
21 notamment les fonctionnaires et les membres des forces armées et
22 leurs familles. Les ennemis à l'intérieur des rangs du Parti
23 comprenaient des membres du PCK et de l'ARK.

24 [11.34.56]

25 L'ordonnance de disjonction annulée, les groupes étaient surtout

1 des gens à l'intérieur du Parti, alors le Peuple nouveau, les
2 anciens citadins et les anciens fonctionnaires de la République.
3 Si l'on voit le deuxième transfert de population, les groupes
4 transférés étaient surtout externes... extérieurs au Parti et à
5 l'ARK. Ces groupes comprenaient, une fois de plus, d'anciens
6 citadins, d'anciens fonctionnaires, des Cham, des Khmers Krom et
7 des Chinois.

8 Quant au site de Tuol Po Chrey, les groupes de victimes étaient à
9 l'extérieur du Parti; c'étaient d'anciens responsables et soldats
10 de la République khmère ainsi que des gens qui avaient de
11 mauvaises biographies ou qui étaient considérés comme
12 indisciplinés dans les coopératives.

13 Lorsque l'on compare cela à S-21, on peut voir que la majorité
14 des victimes à S-21 étaient des membres du Parti, étaient à
15 l'intérieur même des rangs du Parti. Ce groupe d'ennemis internes
16 peut être ventilé en sous-groupes dont le plus important sont les
17 membres de l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa. Le deuxième
18 groupe en importance serait les membres des... enfin, des cadres
19 du PCK.

20 [11.36.14]

21 Les postes occupés par ces victimes allaient des plus hauts rangs
22 ou des plus faibles au sein du PCK. Plus précisément, il y avait
23 des cadres des ministères dont les accusés avaient la
24 responsabilité principale. Par exemple, 209 victimes provenaient
25 du Bureau 870, à S-21, et au moins 113 provenaient du Ministère

57

1 des affaires étrangères, et 482 provenaient du Ministère du
2 commerce.
3 Ces victimes venaient de partout au pays et l'arrivée des
4 prisonniers... et le nombre de prisonniers qui arrivaient par
5 vagues correspondait aux purges. Ceux qui n'étaient pas des
6 cadres du PCK ou des membres de l'ARK étaient d'anciens soldats
7 ou des responsables de la République khmère, d'anciens membres du
8 FUNK, des membres des classes instruites, des enseignants, des
9 professeurs, des étudiants, des médecins, des avocats, des
10 ingénieurs.
11 [11.37.15]
12 Parmi les victimes non cambodgiennes qui ont péri à S-21, les
13 Vietnamiens représentent le groupe... le sous-groupe le plus
14 nombreux, mais il y avait aussi des gens provenant de Thaïlande,
15 du Laos, de l'Inde et des pays occidentaux - les États-Unis,
16 l'Australie, le Royaume-Uni.
17 Il est donc évident qu'inclure S-21 dans votre prochaine
18 ordonnance de disjonction permet d'augmenter le nombre de groupes
19 de victimes représentées dans cette affaire et de gens qui... On
20 ne peut rendre justice pour tous, mais l'on peut rendre justice
21 pour un groupe plus large de victimes.
22 Laissez-moi maintenant vous parler des deux derniers critères que
23 vous devez considérer.
24 La période des crimes. Quand bien même ce facteur n'a pas été
25 reconnu par la règle du TPIY 73bis(d), on peut voir, lors des

58

1 procès, qu'une disjonction doit s'assurer que la période des
2 crimes doit être représentative de l'ordonnance de clôture. Donc,
3 l'affaire telle que disjointe devrait représenter les mois et les
4 années de la période couverte par l'ordonnance de clôture et les
5 différentes phases de la commission de ces crimes.

6 [11.38.51]

7 Par exemple, dans Procureur contre Stanisic et Simatovic...-
8 S-t-a-n-i-s-i-c - et Simatovic - S-i-m... 00369PT, décision
9 conformément à la règle 73bis(d) des règles de procédure. Et je
10 vais donner les dates de cette décision à fins de référence:
11 c'est le 4 février 2008, au paragraphe 23. C'est la partie
12 pertinente de la décision que je viens de vous citer.
13 Donc, inclure S-21 dans cette affaire augmentera le caractère
14 représentatif de la période. Lorsque l'on compare cela aux
15 transferts forcés qui, comme la Chambre de première instance l'a
16 indiqué, se sont produits au tout début de la chronologie des
17 événements, il s'agit d'une période très courte. S-21 a commencé
18 ses opérations en octobre 75 et a continué ses activités jusqu'au
19 mois de janvier 1979. Inclure S-21 permettrait de couvrir toute
20 la période couverte par l'ordonnance de clôture en...

21 [11.40.28]

22 Le dernier critère à considérer et qui découle de la
23 jurisprudence des tribunaux ad hoc... ce n'est pas nécessairement
24 reconnu explicitement par 73bis(d), mais la Chambre a inclus cela
25 dans sa décision sur la façon de disjointre les poursuites. La

1 Chambre a indiqué que la disjonction devrait représenter... ou,
2 plutôt, les poursuites telles que disjointes devraient
3 représenter l'esprit de l'affaire. Et l'on retrouve dans les
4 affaires Stanasic et Simatovic, comme je l'ai indiqué, et c'est
5 aux paragraphes 8 et 9 et... qui s'expriment en faveur de ce
6 critère.

7 Inclure S-21 dans l'affaire en cours permet de respecter l'esprit
8 de l'affaire dans son ensemble. Si l'on voit le plan commun... ou
9 si l'on considère le plan commun de l'entreprise criminelle
10 commune, le plan commun était de mettre en œuvre une révolution
11 socialiste rapide au Cambodge, avec un grand bond vers l'avant,
12 et de défendre le Parti contre les ennemis provenant de
13 l'intérieur et de l'extérieur du Parti par tous les moyens
14 nécessaires. Ce plan commun est allégué... il est allégué que ce
15 plan commun est entré en vigueur le 17 avril 1975 et s'est
16 poursuivi jusqu'au 6 janvier 1979.

17 [11.42.08]

18 Avec... Dans la décision de disjonction annulée, l'on discutait
19 simplement des transferts forcés de la population et seulement
20 cinq (sic) politiques alléguées comme faisant partie du plan
21 criminel commun, et c'est au paragraphe 157.

22 En incluant S-21, la Chambre non seulement couvrira toute la
23 période de l'entreprise criminelle commune, mais vous pourrez
24 aussi vous... vous pourrez aussi considérer trois des politiques
25 alléguées pour... de l'entreprise criminelle commune et... tel que

60

1 prévu par l'ordonnance de clôture.

2 Pour terminer sur la question de la représentativité, je dirais

3 que l'esprit de cette affaire, même si un grand nombre de crimes

4 ont été commis, l'essentiel de l'affaire, c'est l'arrestation, la

5 torture et l'extermination dans les centres de sécurité. Les

6 accusés ont... l'accusation a été portée envers les accusés sur

7 11 centres de sécurité, dont S-21 fait partie. Ce centre de

8 sécurité est relié directement au Comité permanent, et c'est un

9 facteur très important lorsque l'on considère les accusés dans

10 cette affaire.

11 [11.43.33]

12 Pour conclure ma réponse - laissez-moi simplement m'assurer

13 d'avoir bien répondu à toutes vos questions -, j'ajouterai que,

14 contrairement à ce que vous indiquez dans le mémorandum, nous ne

15 demandons pas que le district 12 soit inclus car nous avons

16 considéré l'état de santé des accusés. Nous ne cherchons pas à ce

17 que le district 12 soit inclus dans votre future ordonnance de

18 disjonction, mais nous considérons que S-21 représente une

19 plus... est plus représentatif du type de victimes qui ont

20 souffert et, pour des raisons que je ne répéterai pas, nous

21 considérons que cela a une plus grande couverture géographique,

22 compte tenu du fait que les victimes provenaient de partout au

23 Cambodge.

24 Je pense avoir bien expliqué le concept de représentativité dans

25 ma réponse, et la Chambre de la Cour suprême vous a demandé de

61

1 vous pencher sur ce caractère représentatif lors de votre

2 prochaine décision de disjonction.

3 Je vous remercie de votre attention et je n'ai rien à ajouter sur

4 ce point.

5 [11.44.49]

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Je vous remercie.

8 J'aimerais maintenant laisser la parole aux coavocats principaux

9 pour les parties civiles, en réponse à la question posée.

10 Me PICH ANG:

11 Merci, Monsieur le Président.

12 Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Nous sommes d'accord avec la

13 position exprimée par les coprocurateurs. Je pense que la Chambre

14 devrait écouter attentivement ce qu'a dit le procureur. Les

15 avocats des parties civiles, qui représentent les intérêts de

16 parties civiles qui ont enduré des souffrances indicibles,

17 notamment les Cham, les Cambodgiens musulmans et les autres

18 minorités au Cambodge qui ont souffert de ces crimes commis

19 pendant ces trois ans, huit mois et 20 jours... et donc, au nom des

20 parties civiles, nous exhortons la Chambre de première instance à

21 se prononcer sur les crimes allégués pendant la période, tout en

22 tenant compte des circonstances actuelles.

23 [11.46.08]

24 Nous comprenons bien que, si le champ est trop large et ne peut

25 être gérable, nous demandons à la Chambre de réduire le champ de

62

1 procès de façon appropriée.

2 Quant à la proposition d'inclure S-21, je suis d'avis que c'est
3 tout à fait approprié. Lorsque l'on examine les prisonniers qui
4 ont été incarcérés et torturés à S-21, certaines des parties
5 civiles constituées dans ce dossier et les témoins ont été
6 incarcérés à S-21 et sont maintenant parties civiles dans cette
7 affaire et demandent à ce que justice leur soit rendue. Je suis
8 donc d'avis que d'inclure S-21 est tout à fait approprié dans
9 l'affaire en l'espèce.

10 M. LE PRÉSIDENT:

11 Le moment est venu de prendre la pause-déjeuner. Nous allons donc
12 suspendre l'audience et nous reprendrons à 13h30.

13 L'audience est donc suspendue.

14 (Suspension de l'audience: 11h47)

15 (Reprise de l'audience: 13h43)

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

18 Je remarque que le conseil cambodgien de la défense de Ieng Sary
19 demande la parole. Je vous en prie.

20 Me ANG UDOM:

21 Merci, Monsieur le Président. Bon après-midi, Madame, Messieurs
22 les juges, et à tous ceux et celles ici présents et aux
23 alentours.

24 Compte tenu des problèmes de santé de mon client et le rapport du
25 médecin, et en plus du fait que j'ai vu mon client et qu'il n'est

63

1 pas en mesure de suivre les audiences car il est épuisé,
2 j'aimerais faire la remarque suivante: Ieng Sary demande à
3 pouvoir renoncer à son droit de participer à l'audience et
4 quitter la cellule de détention temporaire. Il demande à pouvoir
5 faire cela cet après-midi et demain, toute la journée.

6 [13.45.29]

7 Cela ne veut pas dire qu'il n'accorde aucune importance aux
8 audiences d'aujourd'hui et de demain, mais c'est bien parce qu'il
9 a des problèmes de santé. Il essaie, en effet, de garder ses
10 forces pour les audiences à venir.

11 Je vous remercie de votre attention. Et je demande donc à ce
12 qu'il puisse retourner au centre de détention.

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 La Chambre est saisie d'une demande de Ieng Sary présentée par sa
15 défense, demande par laquelle il exprime son souhait de renoncer
16 à sa participation à la procédure cet après-midi et demain. Il
17 évoque des raisons de santé pour cela. En effet, il souhaite
18 garder ses forces pour une participation ultérieure aux audiences
19 à venir.

20 [13.46.34]

21 La Chambre rappelle qu'elle a organisé les audiences
22 d'aujourd'hui et de demain pour donner suite à la décision de la
23 Chambre de la Cour suprême. Toutes les parties ont été notifiées
24 par la juriste hors classe que les accusés ont le choix de
25 participer ou non à de telles audiences. Ils peuvent choisir de

64

1 se prévaloir de leur droit de... les accusés peuvent se prévaloir
2 de leur droit de participer ou non.
3 C'est pourquoi la Chambre fait droit à la demande de Ieng Sary et
4 lui permet ainsi de retourner au centre de détention des CETC.
5 Gardes de sécurité, veuillez conduire Ieng Sary dans sa cellule
6 au centre de détention.
7 (L'accusé Ieng Sary est reconduit hors du prétoire)
8 [13.48.22]
9 Nous aimerions indiquer aux parties qu'après avoir entendu les
10 remarques des parties, ce matin, nous avons relu notre mémorandum
11 et nous avons choisi d'exclure la cinquième question de la liste.
12 Les parties n'ont donc pas à s'exprimer sur le cinquième point du
13 mémorandum, c'est-à-dire l'alinéa 5 du troisième paragraphe du
14 mémorandum.
15 À la place, nous aimerions recevoir les observations des parties
16 sur le sujet suivant: qu'en est-il d'un réexamen du calendrier
17 pour la comparution des témoins de personnalité pour l'équipe de
18 Khieu Samphan, qui était prévue pour cette semaine, à partir de
19 mercredi le 20 février?
20 Compte tenu des questions importantes dont la Chambre est saisie
21 et du fait que la Chambre de première instance doit rendre une
22 nouvelle décision sur la portée du dossier du procès 002/01, nous
23 devons adapter le calendrier des audiences et reporter la
24 comparution de ces témoins de personnalité.
25 J'aimerais laisser la parole à la défense de Khieu Samphan pour

65

1 qu'elle puisse nous faire part de ses observations sur la
2 comparution de ces témoins de personnalité. Vous avez la parole.
3 [13.50.35]

4 Me VERCKEN:

5 Oui, Monsieur le Président, je vous remercie.

6 Je me permettrai d'être bref, puisque nous avons déposé une
7 requête concernant les difficultés que pouvait poser la
8 présentation immédiate de ces deux témoins, TCW-665 et TCW-673,
9 double difficulté, donc...

10 Plus lentement?

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Veuillez, je vous prie, parler plus lentement et veuillez bien
13 donner les pseudonymes des témoins.

14 Me VERCKEN:

15 Excusez-moi. Je vais parler plus lentement.

16 Je disais donc que nous avons déposé une requête écrite
17 concernant les deux difficultés que pouvait présenter l'audition
18 immédiate des témoins TCW-665 et TCW-673.

19 [13.51.40]

20 Comme vous l'avez rappelé à l'instant, Monsieur le Président, la
21 première difficulté nous semble découler du sujet de l'audience
22 d'aujourd'hui, à savoir le fait que, dans l'attente de votre
23 décision à l'issue de l'arrêt de la Cour suprême, nous sommes
24 dans l'incertitude quant au champ du présent procès.

25 Alors, effectivement, cette difficulté, si elle était prise

66

1 isolément, n'en serait pas une si l'on venait à considérer que
2 ces témoins ne sont que des témoins de personnalité, mais cela
3 n'est pas le cas. Nous en avons informé la Chambre depuis
4 longtemps - je le rappelle dans la requête. En réalité, les deux
5 témoins dont je parle sont des personnes qui peuvent également
6 être amenées à témoigner sur les faits.
7 Dès lors, et puisque leurs témoignages sur des aspects factuels
8 comme leurs témoignages sur des aspects de personnalité sont
9 liés, il nous semble qu'il serait peut-être plus avisé pour la
10 Chambre de traiter des deux aspects des témoignages de ces
11 personnes, factuels et personnalité en même temps, et de le faire
12 une fois que votre Chambre aura statué sur l'étendue du présent
13 procès.
14 [13.53.29]
15 Cela paraît plus logique, car il semblerait assez artificiel de
16 faire venir des personnes - en tout cas, ce n'est pas la
17 philosophie de notre équipe - juste pour dire à quel point M.
18 Khieu Samphan est une personnalité formidable sans pouvoir
19 expliquer sur quelle expérience vécue ces éventuelles
20 affirmations s'appuient.
21 Voilà la raison pour laquelle nous avons donc déposé une requête
22 en vous demandant de repousser, pour l'instant, l'audition de ces
23 deux témoins et, lorsque vous déciderez de les faire comparaître,
24 d'avoir à l'esprit que leur déposition pourra également porter
25 sur un aspect factuel.

1 Je vous remercie.

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Je vous remercie, Maître.

4 L'Accusation a-t-elle quelque chose à ajouter à la position de la
5 Défense?

6 [13.54.56]

7 M. LYSAK:

8 Merci, Monsieur le Président. En effet, nous avons une réponse.

9 Nous avons reçu un exemplaire en français de cette requête, tard
10 vendredi après-midi. Nous l'avons lue. Nous sommes d'avis qu'il
11 n'y a aucune raison de reporter la comparution des témoins de
12 personnalité - ou des gens qui sont surtout des témoins de
13 personnalité - en attendant la décision de la Chambre sur la
14 portée du dossier 002. Pour vous dire franchement, nous ne voyons
15 pas en quoi les questions sur lesquelles ces personnes
16 déposeraient subiraient l'influence d'une décision de la Chambre
17 sur la disjonction.

18 En effet, la Chambre a déjà indiqué clairement que les parties
19 doivent être prêtes à s'occuper du dossier 2 dans son ensemble.

20 C'est vrai aujourd'hui et c'était vrai avant cette décision.

21 Khieu Samphan doit faire face à des accusations dans tout... de
22 l'acte d'accusation dans son ensemble, et c'était vrai avant et
23 c'est vrai encore aujourd'hui. Les questions de fait sur les
24 rôles et les comportements des accusés à l'époque étaient prévues
25 pour tout l'acte d'accusation dans le dossier 2, et pas

68

1 simplement la première partie sur les transferts forcés.

2 [13.56.35]

3 Nous avons essayé d'établir les faits sur la façon dont le régime
4 du Kampuchéa démocratique fonctionnait, quelles étaient les
5 différentes entités qui le constituaient et quel était le rôle de
6 chacun des accusés, et c'était pour jeter les fondements -
7 c'était le mot employé par la Chambre de première instance - de
8 tout le dossier 2 dans le cadre de ce premier procès.

9 Donc, compte tenu de toutes ces considérations et de ces
10 instructions, nous ne voyons pas en quoi la personnalité de Khieu
11 Samphan se voit affectée par l'inclusion ou l'exclusion de S-21
12 au procès 1.

13 Bon, nous savons bien... enfin, je reconnais que, maintenant, la
14 Défense dit que ces témoins pourraient déposer sur des faits, et
15 c'est très bien. En effet, une partie de la requête... ou,
16 plutôt, dans la requête, il y avait une crainte que nous nous
17 opposions à ce que ces témoins témoignent sur d'autres parties du
18 dossier 2 ou sur d'autres choses à part les personnalités. Je
19 peux vous assurer que nous ne formulerons aucune telle objection,
20 et donc la portée des crimes qui sont inclus dans le premier
21 procès n'aura aucun impact - important, du moins - sur la
22 déposition de témoins qui sont surtout là pour parler de la
23 personnalité de l'accusé.

24 [13.58.02]

25 Nous proposons donc à la Chambre de tenir les audiences comme

69

1 prévu, de citer ces témoins à comparaître, et, je dis si - je dis
2 bien "si" -, tout dépendant d'une décision à venir de la Chambre,
3 il y "aurait" de nouvelles questions qui étaient soulevées et la
4 Défense se rend compte que ces témoins détiennent des
5 renseignements utiles sur la base de cette nouvelle décision, ils
6 pourront toujours présenter une requête à la Chambre en ce sens.
7 Mais je trouve ça très improbable car ce sont des gens qui vont
8 parler de faits généraux à propos de Khieu Samphan. Ce sera sans
9 doute des gens qui parleront... ou, plutôt, ce ne sera pas des
10 gens qui parleront de sites de crimes spécifiques dans le dossier
11 002/01.

12 C'est pourquoi nous demandons à la Chambre de faire comparaître
13 les témoins de personnalité comme prévu.

14 Me VERCKEN:

15 Monsieur le Président, juste une remarque très courte à ce que
16 vient de dire M. le procureur.

17 J'aimerais bien savoir d'où il tient ces informations, puisque
18 ces personnes n'ont même pas été entendues par les juges
19 d'instruction. Donc, je me demande comment il peut être aussi
20 affirmatif sur l'étendue de la déposition de ces personnes.

21 Il me semblerait, de plus, extrêmement choquant que l'on décide
22 d'entendre des gens sur les faits, alors que l'on est dans
23 l'incertitude sur l'objet, et le champ, et l'étendue du procès.

24 [13.59.35]

25 M. LE PRÉSIDENT:

1 Allez-y, Monsieur le juge Lavergne, vous avez la parole.

2 M. LE JUGE LAVERGNE:

3 Oui. Merci, Monsieur le Président.

4 Je crois que, cet après-midi, nous avons déjà une première

5 clarification en ce qui concerne la possible portée des

6 témoignages des personnes que nous avons prévu d'entendre cette

7 semaine. Ces témoins avaient été qualifiés, peut-être par un abus

8 de langage ou par facilité, comme étant des témoins "de

9 personnalité". Or, je crois que tout le monde convient cet

10 après-midi - en tous les cas, c'est ce que je comprends - que ces

11 témoins dits "de personnalité" peuvent aussi se voir poser des

12 questions concernant les faits contenus dans l'ordonnance de

13 clôture, les faits concernant les accusations portées contre les

14 trois accusés. Je note d'ailleurs qu'un de ces témoins a, me

15 semble-t-il, été extrêmement proche des accusés et qu'il est

16 susceptible d'apporter des informations pertinentes - en tous les

17 cas, on peut lui poser des questions pertinentes - concernant le

18 rôle non seulement d'un, mais également des deux autres accusés.

19 [14.00.52]

20 Donc, ceci est important parce que nous savons aussi que, cette

21 semaine, il sera probablement difficile d'avoir la participation

22 de M. Nuon Chea, et je pense qu'à cet égard la défense de Nuon

23 Chea devrait nous éclairer et nous dire s'il a bien compris

24 quelle pouvait être la portée du témoignage de ces témoins.

25 Donc, Monsieur le procureur, nous avons bien entendu ce que vous

71

1 nous avez dit, nous avons bien compris que vous ne vous
2 objecteriez pas à ce que des questions portant sur les faits
3 soient posées, dans la mesure où elles s'avéreraient pertinentes,
4 mais je crois qu'il était peut-être important de clarifier ce
5 problème de qualification de "témoin de personnalité", qui ne
6 paraît plus, désormais, être d'actualité. Je pense que ce sont
7 des témoins qui doivent être considérés comme étant des témoins
8 pouvant témoigner sur les faits, et ceci me paraît changer
9 peut-être un petit peu la donne, non seulement pour M. Khieu
10 Samphan, mais aussi pour l'ensemble des accusés.
11 [14.02.12]
12 M. LYSAK:
13 Merci, Juge Lavergne.
14 Nous les appelons "témoins de personnalité" parce que c'est le
15 terme employé par la Défense dans ses observations. Je rappelle
16 que toutes les parties ont fait une liste de témoins en proposant
17 des témoins pour l'ensemble du dossier 002, et ce, avant la
18 disjonction - en 2011, déjà. À l'époque, la défense de Khieu
19 Samphan avait, comme les autres parties, présenté un résumé des
20 faits sur lesquels ces témoins devraient venir déposer, à savoir
21 l'ensemble de l'acte d'accusation du dossier 002.
22 Quand la Défense me demande d'où je tiens mes informations quant
23 à l'objet de la déposition de ces témoins, eh bien, la source,
24 c'est vous-même, ce sont vos écritures. Ces écritures n'invoquent
25 aucune raison de penser que ces témoins viendraient déposer sur

72

1 des faits posant problème du point de vue de la portée du dossier
2 002. C'est à la Chambre de se prononcer. Peut-être qu'elle voudra
3 entendre aussi le point de vue des autres équipes de défense.
4 Mais mes informations découlent de la description des témoins qui
5 est faite dans les écritures de la défense de Khieu Samphan. Et,
6 là, rien ne donne à penser qu'il y aurait un problème à entendre
7 ces témoins comme envisagé.

8 [14.03.56]

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 Merci.

11 Qu'en est-il des coavocats principaux?

12 Me PICH ANG:

13 Merci, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les juges.

14 Selon nous, les audiences consacrées à la déposition de témoins
15 devraient se tenir comme prévu par la Chambre. Il n'y a, pour
16 l'instant, pas de témoins censés déposer sur S-21. Si nous
17 conservons le calendrier prévu, nous pourrions avancer avec plus
18 de célérité. Nous avons déjà encouru certains retards, et donc je
19 ne pense pas qu'il faille modifier le calendrier. Cela ne ferait
20 que retarder le procès. Tenons compte du grand âge des accusés et
21 de leur état de santé.

22 En résumé, ne reportons pas la déposition de ces deux témoins.

23 [14.05.30]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Merci.

73

1 Qu'en est-il des deux autres équipes de défense?

2 Commençons par celle de Nuon Chea. Avez-vous des choses à dire
3 là-dessus?

4 Me KOPPE:

5 Merci, Monsieur le Président.

6 À ce stade, nous n'avons pas vraiment de commentaires. Nous
7 sommes en train de préparer une liste de témoins de personnalité.
8 Je pense que le délai fixé, c'est pour vendredi. Donc, vendredi,
9 nous déposerons des observations en indiquant quels sont les
10 témoins de personnalité qui pourraient venir déposer. Nous
11 indiquerons aussi au sujet de quels faits, etc., etc. Donc, nous
12 allons respecter le délai fixé. D'ici à vendredi, nous
13 indiquerons quels témoins de personnalité nous entendons faire
14 citer à comparaître.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci.

17 Qu'en est-il de la défense de Ieng Sary? Avez-vous des
18 observations?

19 [14.06.42]

20 Me ANG UDOM:

21 Bon après-midi, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les
22 juges.

23 À ce stade, nous n'avons pas d'observations.

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Merci.

74

1 Juge Lavergne, je vous en prie.

2 M. LE JUGE LAVERGNE:

3 Oui. Merci, Monsieur le Président.

4 Pour que ce soit bien clair pour la défense de Nuon Chea, est-il
5 clair que les témoins dits "de personnalité" - qui sont, en fait,
6 des témoins qui peuvent être entendus sur les faits - pourraient
7 se voir poser des questions concernant le rôle de M. Nuon Chea?

8 Et, auquel cas, ce que nous désirons savoir, c'est - comme,
9 apparemment, M. Nuon Chea ne pourra pas être présent cette
10 semaine - si la Défense entend donner son accord pour qu'il
11 renonce à son droit à participer aux audiences.

12 Et, en outre, j'ajouterai que des questions peuvent être posées
13 non seulement sur le rôle des accusés, mais sur l'ensemble des
14 faits contenus dans l'ordonnance de clôture.

15 [14.08.15]

16 Me KOPPE:

17 Monsieur le Président, à ce stade, notre position est la
18 suivante: nous devons discuter avec notre client pour voir quelle
19 est sa position sur votre question. Vous nous prenez par
20 surprise; nous devons revenir vers vous demain matin à ce sujet.

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Allez-y, Maître.

23 Me KARNAVAS:

24 Bon après-midi, Monsieur le Président. Bonjour à tous.

25 Si j'ai bien compris la pratique et la jurisprudence de ce

75

1 tribunal et d'autres, quand un témoin vient à la barre, toute
2 question pertinente peut être posée. Nous pouvons demander la
3 comparution de témoins, et toute question pertinente peut être
4 posée au regard de l'ordonnance de clôture. Ça vaut pour les
5 juges, ça vaut aussi pour les parties: Accusation, parties
6 civiles... C'est ainsi que je vois le droit applicable. Si je... si
7 je me trompe, il est peut-être temps de me corriger.
8 Ainsi, quiconque souhaite faire citer à comparaître des témoins
9 de personnalité pourra savoir quels sont les paramètres à
10 respecter en l'espèce.
11 [14.09.57]
12 M. LE PRÉSIDENT:
13 La parole est à l'Accusation.
14 M. LYSAK:
15 En bref, nous rejoignons Me Karnavas. Des témoins qui viennent
16 déposer, même si ce sont des témoins de personnalité, ils peuvent
17 répondre à des questions sur tout point pertinent. Les parties
18 prennent leurs décisions, notamment sur le fait de renoncer ou
19 non à leur présence, en fonction des réponses attendues des
20 témoins, sur la base d'entretiens à accorder ou sur la base d'une
21 interprétation des parties quant aux faits sur lesquels pourra
22 déposer le témoin. C'est dans ce contexte qu'on décide de faire
23 citer à comparaître les témoins ou de renoncer à une présence
24 dans le prétoire.
25 Bien sûr, on peut poser à un témoin des questions sur toutes

76

1 sortes de choses, même si ces témoins sont appelés "témoins de
2 personnalité".

3 [14.11.22]

4 Mme LA JUGE FENZ:

5 Un éclaircissement. Chacun convient que toute question pertinente
6 peut être posée; mais qu'est-ce qu'une question pertinente? Là,
7 ça dépend de la portée du procès.

8 Dans l'état actuel des choses, l'ensemble du dossier est ouvert.

9 La Cour suprême n'a pas traité uniquement de la demande
10 d'addition de quelques élargissements ponctuels de l'Accusation.
11 La Chambre a dit qu'on revenait à la case départ. Tel est l'effet
12 de la décision de la Chambre de la Cour suprême. Dans ce
13 contexte, qu'en est-il de la déposition des témoins si l'on ne
14 sait pas encore quelle est la décision de la Chambre de première
15 instance sur la portée du procès?

16 Notre Chambre a tout fait pour éviter des retards, mais il y a
17 parfois des décisions, comme celles de la Cour suprême, qui,
18 inévitablement, provoquent des retards si ces décisions sont
19 dûment mises en œuvre.

20 Si quelqu'un a une proposition à faire pour l'éviter, nous sommes
21 prêts à entendre cette proposition.

22 [14.12.39]

23 M. LYSAK:

24 Pour répondre à votre question, comme nous l'avons fait pour
25 d'autres témoins qui sont venus déposer sur l'ensemble du dossier

77

1 002, l'ensemble du dossier est ouvert. Nous l'avons fait pour des
2 témoins âgés, et là la Chambre a permis l'interrogatoire sur
3 l'ensemble de la portée du dossier 002. Nous l'avons fait avec
4 des témoins experts qui venaient de l'étranger; là, la Chambre
5 avait dit qu'on pouvait les interroger sur toute la portée du
6 dossier.
7 Pour moi, ce témoin devrait pouvoir déposer sur tout ce qui
8 s'inscrit dans le champ du dossier 002. Si c'était un témoin qui,
9 à notre avis, viendrait déposer pendant plusieurs jours sur des
10 questions qui, au bout du compte, vont être exclues, à ce
11 moment-là, il y aurait des raisons d'attendre. Mais, comme il
12 s'agit d'un témoin de personnalité qui va sûrement déposer sur le
13 comportement de Khieu Samphan, ce qui est intégralement pertinent
14 lorsqu'on examine la portée de l'ordonnance de clôture, il est
15 peu probable que ces témoins viennent déposer sur des crimes
16 précis.
17 Donc, effectivement, si un témoin venait déposer pendant une
18 demi-journée sur le génocide contre les Cham, alors là, il
19 faudrait peut-être rectifier le tir. Mais, avec des témoins de
20 personnalité, je pense que nous pouvons autoriser un
21 interrogatoire sur tous les faits du dossier 002, comme nous
22 l'avons fait dans le passé, et achever la déposition de ces
23 témoins avec toute la célérité nécessaire.
24 [14.14.29]
25 M. LE PRÉSIDENT:

1 Je vous en prie, Maître.

2 Me KARNAVAS:

3 J'aimerais désabuser mon confrère de l'Accusation, qui pense que
4 l'on peut aller de l'avant comme si rien n'était pertinent.

5 L'Accusation a une démarche, la Défense en a une autre. Mes
6 décisions tactiques sur la citation à comparaître d'un témoin
7 dépendent de la portée du procès.

8 Nous en sommes à nouveau à la case départ. Une fois que la portée
9 du procès sera connue, un avocat de la Défense pourra décider
10 s'il souhaite faire citer à comparaître un témoin, car on pourra
11 poser des questions sur tout.

12 Appeler un témoin "témoin de personnalité", c'est juste une
13 étiquette; c'est ce qu'ont dit les juges. L'Accusation l'admet.

14 Si la portée est restreinte, peut-être qu'on décidera de faire
15 citer un témoin, sachant que sa déposition sera limitée à la
16 portée du procès. Dans l'état actuel des choses, la déposition
17 est illimitée. Tout peut être abordé. Si un témoin est appelé
18 "témoin de personnalité", rien n'empêche les parties de poser des
19 questions pertinentes eu égard à l'ensemble du dossier 002.

20 [14.16.07]

21 En conséquence, la Chambre ne saurait entendre de témoins tant
22 que la situation n'aura pas été réglée, et nous sommes dans cette
23 situation suite à l'appel interjeté par l'Accusation et suite à
24 la décision de la Chambre de la Cour suprême. Et il faut d'abord
25 régler ce problème-là avant de passer à autre chose.

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Merci.

3 Je vous en prie, Maître, allez-y.

4 Me VERCKEN:

5 Un très bref ajout, Monsieur le Président, pour compléter ce qui
6 vient d'être dit à la fois par votre Chambre et par mon confrère.

7 C'est que ce n'est pas parce que les procureurs, aujourd'hui, ne
8 demandent, selon eux, que l'ajout de S-21 que votre Chambre est
9 contrainte de décider que cette demande correspondrait à une
10 représentativité, tel que l'exige la Cour suprême, de
11 l'ordonnance de clôture.

12 [14.17.12]

13 Comme l'a dit Mme le juge, pour l'instant, en tout cas dans
14 l'attente de votre décision, tout est remis à zéro et votre
15 Chambre peut décider de quasiment tout; elle peut décider de
16 juger... et de juger la totalité, ou de restreindre, ou d'ajouter,
17 etc. Les demandes du procureur ne la lient pas, puisque la
18 décision de disjonction a été totalement annulée.

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Merci pour ces observations de toutes les parties au sujet de
21 l'audition des témoins de personnalité de M. Khieu Samphan.

22 Il a été demandé de reporter cette déposition.

23 La Chambre doit recueillir l'avis de toutes les parties. Elle l'a
24 fait et elle tiendra compte de l'avis de chacun, et ce, compte
25 tenu de l'arrêt de la Chambre de la Cour suprême concernant

80

1 l'appel interjeté par les coprocurateurs contre la décision de la
2 Chambre de première instance sur la portée du premier procès dans
3 le dossier 002.

4 [14.18.56]

5 La Chambre devra dès que possible arrêter le calendrier des
6 audiences et prendre les mesures nécessaires sur le plan
7 logistique pour siéger. Nous avons besoin du concours de l'Unité
8 d'appui aux témoins et experts. En même temps, les parties
9 doivent être informées du calendrier des audiences.

10 Passons à la suite, à présent. Passons au point 6 du mémorandum,
11 concernant tout élargissement de la portée du premier procès dans
12 le dossier 002 faisant encore l'objet d'une demande. Veuillez
13 indiquer le nombre de documents, témoins, experts et parties
14 civiles - comprenant une nouvelle comparution de personnes ayant
15 déjà été entendues à l'audience - requis afin d'appuyer votre
16 thèse et de réfuter la thèse adverse, quelle serait la date la
17 plus proche à laquelle vous seriez prêts pour soumettre et, s'il
18 le faut, présenter ces documents supplémentaires à l'audience.

19 La parole est donnée à l'Accusation.

20 [14.20.35]

21 M. LYSAK:

22 Merci, Monsieur le Président.

23 J'ai l'intention de répondre à la question soulevée au point 6 du
24 mémorandum. Tout d'abord, j'aimerais exposer la question des
25 nouveaux documents et témoins qui seraient requis au cas où S-21

81

1 était inclus dans le cadre du procès en cours.

2 Tout d'abord, les documents. La plupart des documents provenant
3 de S-21 se retrouvent dans deux de nos annexes: annexe 9, c'est
4 là une liste des prisonniers de S-21, liste des interrogatoires
5 et exécutions; il y a l'annexe 10, qui est une liste des aveux de
6 S-21. Ces documents ont été proposés par l'Accusation dans le
7 cadre du dossier 002. La plupart de ces documents ont déjà été
8 admis par la Chambre.

9 [14.21.58]

10 Concernant l'annexe 9, au total, nous avons identifié 337 listes
11 de prisonniers, carnets d'interrogatoires et d'exécutions de
12 S-21. 297 de ces 337 ont déjà reçu une cote en E3 et ont été
13 admis par la Chambre. Du coup, il ne resterait environ que 40 de
14 ces documents à produire devant la Chambre.

15 Concernant l'annexe 10, il y a déjà 308 aveux de S-21 qui ont été
16 admis par la Chambre et reçu une cote en E3. Et donc il y a
17 environ 150 documents de ce type qui restent et qui devront être
18 produits devant la Chambre.

19 Au total, le nombre de documents provenant de S-21 serait
20 d'environ 200. Ce sont exactement les mêmes types de documents
21 que ceux déjà examinés par la Chambre, discutés par les parties à
22 l'audience et admis par la Chambre. Il y a des documents
23 supplémentaires qui seraient produits aux débats, mais ces
24 documents sont du même type que ceux déjà examinés.

25 [14.23.26]

1 En outre, il y a aussi d'autres éléments. Sans refaire
2 l'historique de la situation, la Chambre sait que nous avons fait
3 des observations sur les déclarations de témoins. Il y a des
4 déclarations de témoins et des plaintes que nous allons produire.
5 Si on ajoute S-21, il y aura un autre groupe de déclarations de
6 ce type, mais ce sera un nombre modeste. Mais il y aura, certes,
7 une nouvelle série de déclarations de témoins en rapport avec
8 S-21. Il y aussi quelques autres documents, comme des photos et
9 autres pièces, que nous entendons produire devant la Chambre
10 également.
11 Cela pourrait se faire assez vite. Si la Chambre devait rendre
12 une ordonnance portant adjonction de S-21, elle pourra fixer un
13 délai assez rapproché - 10 jours ou 14 jours - pour identifier
14 des documents supplémentaires à produire devant la Chambre.
15 [14.24.51]
16 Une question est aussi posée sur la présentation des documents,
17 ce qui est un peu différent. Dans la pratique, après la
18 déposition des témoins, les documents pertinents ont été
19 présentés. Et, ici aussi, nous pouvons procéder ainsi au moment
20 que fixera la Chambre. Nous pensons que le mieux, c'est de le
21 faire après une déposition de témoins. Et nous respecterons les
22 instructions de la Chambre. Si la Chambre entame des audiences
23 sur S-21, nous serons prêts à présenter des documents si la
24 Chambre le souhaite.
25 Deuxième point: on nous demande quel est le nombre de témoins

1 dont nous proposons la comparution. Cette question a été examinée
2 plusieurs fois. Il y a déjà eu un échange entre la Chambre et les
3 parties. Cette question a été soulevée pour la première fois par
4 la Chambre en août 2012, à la réunion de mise en état. La Chambre
5 avait publié un mémorandum, document E218.1 daté du 3 août 2012.
6 Ce mémorandum porte sur la proposition d'élargissement de la
7 portée du procès déposée par l'Accusation. Dans ce mémorandum, la
8 Chambre indique - et je cite, paragraphe 11:
9 "La Chambre serait prête à faire droit à cette proposition
10 d'élargissement - ceci concerne S-21 et Choeng Ek -, mais, au vu
11 de la déposition que Kaing Guek Eav a déjà donnée dans le cadre
12 de ce procès (en plus de tous les éléments de preuve se
13 rapportant à des faits sous-jacents des crimes reprochés qui lui
14 ont déjà été présentés par rapport à ces allégations factuelles
15 et qui, en application de la décision E96/7, peuvent être versés
16 aux débats), elle n'est pas convaincue qu'il soit nécessaire
17 d'entendre d'autres témoins ou parties civiles à propos des
18 crimes commis à S-21 et Choeng Ek."
19 [14.27.40]
20 Ensuite, notre bureau a répondu en disant que nous convenions que
21 beaucoup d'éléments de preuve sur S-21 avaient déjà été examinés
22 mais que nous n'en pensions pas moins qu'il importait d'entendre
23 un petit nombre de témoins. Notre position n'a pas changé. Il
24 faudrait que des éléments de preuve émanant des témoins soient
25 examinés dans le prétoire - par exemple, des témoins pouvant

1 parler du fonctionnement de S-21. Ainsi, en audience publique,
2 l'Accusation pourra s'acquitter du fardeau de la preuve, et la
3 Défense aura l'occasion de contester ces éléments de preuve en
4 rapport avec ce site de crimes.
5 Certes, beaucoup de preuves ont déjà été examinées sur S-21, mais
6 nous avons proposé un petit nombre de témoins supplémentaires. La
7 Chambre renvoie à la décision E96/7 pour expliquer pourquoi il
8 est inutile d'entendre un grand nombre de témoins à ce sujet.
9 C'est la décision rendue par la Chambre sur la recevabilité des
10 déclarations de témoins qui ne déposent pas dans le prétoire en
11 personne.
12 [14.29.15]
13 Je rappellerai une chose: l'idée centrale de la décision de la
14 Chambre, c'était que les déclarations sans rapport avec les actes
15 des accusés pouvaient être jugées recevables, même sans
16 comparution du témoin. Mais la Chambre a aussi dit que l'un des
17 facteurs à prendre en considération pour se prononcer sur la
18 recevabilité de ces demandes, c'était de savoir si elles étaient
19 de nature cumulative et si d'autres témoins avaient donné ou
20 allaient donner des dépositions oralement concernant des faits
21 similaires. Et, ici, j'ai cité le paragraphe 24 de la décision.
22 Donc, pour nous, s'agissant de ce critère de cumul, pour le
23 respecter, la Chambre devrait entendre un échantillon
24 représentatif de témoins sur S-21. C'est pourquoi nous avons
25 proposé, en plus de Duch lui-même, quatre autres témoins, car, à

85

1 nos yeux, ils couvriront les différentes questions en rapport
2 avec S-21. Il y aurait notamment: un prisonnier qui a survécu,
3 TCCP-21; l'un des interrogateurs, TCW-540; le cadre qui était
4 responsable de la documentation sur les prisonniers, TCW-698; et
5 le cadre qui était chargé d'emmener les prisonniers à Choeng Ek,
6 TCW-232. En plus de réentendre Duch, nous proposons que la
7 Chambre entende ces quatre témoins.

8 [14.31.25]

9 Au cours de la même réunion de mise en état, l'année dernière, la
10 question a été posée à la Défense pour savoir si elle voulait
11 citer à comparaître des témoins concernant S-21. Je rappellerai
12 que la défense de Ieng Sary et celle de Khieu Samphan n'ont
13 proposé aucun témoin concernant S-21. La défense de Nuon Chea
14 avait proposé un très grand nombre de témoins, 31 au total, mais
15 nous noterons que quatre des... sur ces 31 font partie de ceux que
16 nous proposons; les 27 autres, si la Chambre se penche un peu sur
17 la proposition de Nuon Chea, on... la Chambre devra en arriver à la
18 conclusion que la majeure partie de ces personnes ne devraient
19 pas être citées à comparaître. Par exemple, parmi ces témoins
20 proposés, il y aurait les deux psychologues qui avaient examiné
21 Duch dans le dossier 1. La liste comprend aussi des gens que la
22 Chambre avait décidé, dans le cadre du premier procès, qu'ils
23 n'avaient aucun lien avec S-21.
24 Et donc il faudrait peut-être inviter la Défense à revoir sa
25 liste pour voir si elle souhaite vraiment que la Chambre se

1 prononce sur la liste complète de témoins telle que proposée à
2 l'origine. Et donc c'est la même chose que dans d'autres
3 propositions de témoins: la Défense, si elle se penche sur ces
4 listes, se rendra bien compte qu'une majeure partie de ces
5 personnes n'ont pas besoin d'être citées à comparaître.
6 [14.33.36]
7 Il y a encore deux autres questions sur lesquelles je dois
8 parler.
9 Une des raisons pour lesquelles nous pensons que l'on peut
10 entendre des dépositions et la présentation d'éléments de preuve
11 sur S-21 très rapidement, c'est que beaucoup a déjà été fait.
12 Duch lui-même a déposé pendant 12 jours dans ce prétoire. Nous
13 avons aussi entendu la déposition du messenger de Nuon Chea, qui
14 assurait le transfert de correspondances entre Duch et Nuon Chea.
15 Nous avons aussi entendu des témoins qui travaillaient au
16 Ministère des affaires étrangères et qui ont déposé sur le fait
17 que Ieng Sary était au courant... enfin, avait reçu des aveux à
18 S-21 et était au courant qu'ils provenaient de S-21 ainsi que de
19 l'arrestation de personnes au ministère. Nous avons aussi entendu
20 des gens provenant des zones, des districts, des secteurs qui ont
21 déposé sur le fait que des cadres avaient été appelés à Phnom
22 Penh et avaient par la suite disparu, et nous avons pu confirmer
23 l'identité de ces personnes sur les listes de prisonniers de
24 S-21. Et nous avons aussi entendu la déposition de l'expert David
25 Chandler, qui a parlé du rôle de S-21 et... ainsi que du rôle des

87

1 accusés sur le sujet de S-21.

2 [14.34.55]

3 Donc, de ce fait, non seulement la Chambre a déjà jugé recevables
4 beaucoup de preuves documentaires sur S-21, elle a entendu aussi
5 de nombreuses dépositions à ce sujet. C'est pourquoi nous croyons
6 que ce site de crimes peut faire l'objet d'un examen rapide.

7 Dernier point, c'est vous donner notre estimation du temps qu'il
8 prendra à faire comparaître ces témoins.

9 Bon, l'expérience de ce... dans ce procès jusqu'à présent, les
10 témoins sur les sites de crimes peuvent déposer assez rapidement.

11 Nous avons presque entièrement terminé la liste des témoins
12 portant sur les deux phases de transferts forcés retenus par la
13 Chambre pour ce premier procès.

14 J'aimerais aussi souligner, 18 parties civiles et témoins ont
15 déposé sur les phases I et II des transferts forcés, et cela a
16 été entendu sur un total de 16 jours d'audience.

17 [14.36.12]

18 Comme nous l'avons déjà dit, nous pensons que la Chambre de
19 première instance peut faire comparaître ces témoins assez
20 rapidement. Il a été proposé que chacune de ces personnes dépose
21 pendant une seule journée. Si la Chambre juge que c'est
22 suffisant, cela signifierait que le site de crimes de Tuol Po
23 Chrey serait terminé en deux jours.

24 Quant aux témoins sur S-21, nous proposons un peu plus de temps
25 car cela est, certes, plus complexe, mais nous proposons un total

88

1 de 11 jours pour l'audience de... l'audition de témoins sur S-21,

2 et cela comprend une nouvelle comparution de Duch.

3 Le dépôt de nouveaux documents peut se faire assez rapidement; la

4 majeure partie des documents portant sur S-21 ont déjà été jugés

5 recevables par la Chambre, et donc ils peuvent être présentés

6 assez rapidement.

7 Voilà ce qui, je l'espère, répond à la question numéro 6.

8 [14.37.25]

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 Oui, la parole est à la Défense.

11 Me KARNAVAS:

12 J'ai seulement une petite précision que j'aimerais obtenir de la

13 part de l'Accusation.

14 Bon, nous savons qu'il y a cinq témoins, Duch et quatre autres.

15 Ils ont aussi indiqué qu'il y avait des documents provenant des

16 annexes 9 et 10. L'Accusation dit-elle aujourd'hui qu'elle ne

17 prévoit pas de proposer de transcriptions de dépositions dans le

18 cadre du dossier 1 - autrement dit, des témoins qu'ils auront

19 essayé de faire entrer par la porte d'à côté en déposant la

20 transcription de leur déposition lors du premier procès?

21 J'aimerais avoir une réponse claire là-dessus. Merci.

22 [14.38.27]

23 M. LYSAK:

24 Je peux très bien répondre à la question. Nous allons nous

25 pencher sur cette question, comme nous le ferons sur la question

1 des déclarations de témoins.

2 D'après la décision qu'a prise la Chambre, Duch a déjà déposé. Et

3 c'est le... Certainement, le témoignage le plus important dans le...

4 qui aura eu lieu dans le procès numéro 1 est celui de Duch, mais

5 aussi les 50 quelque autres procès-verbaux d'audition devant les

6 cojuges d'instruction.

7 Si l'on retire la déposition de Duch et si l'on retire les

8 témoins essentiels que nous avons proposés en plus de lui, cela

9 ne nous laisse pas grand-chose du procès 001. Mais, certainement,

10 nous allons nous pencher sur cette question lorsque nous

11 présenterons nos arguments sur les déclarations de témoins. Si

12 les témoins ne déposeront pas au prétoire mais que nous

13 choisissons de présenter les transcriptions... à savoir si nous

14 allons faire cela ou non, cela... nous nous pencherons sur la

15 question lorsque nous présenterons nos arguments sur...

16 Et donc j'aimerais rappeler que les annexes 12, 13 et 11 sont les

17 annexes portant sur les transcriptions d'audiences et de procès.

18 Si nous allions proposer de telles déclarations de témoins à

19 déposer par écrit, nous le ferons au moment opportun.

20 [14.40.05]

21 Me KARNAVAS:

22 Une dernière précision.

23 Cela veut donc dire... vous nous dites que cela va prendre trois

24 ou quatre semaines de plus - c'est en supposant que la Chambre de

25 première instance permettra que la transcription de dépositions

90

1 sera... que le dépôt de ces transcriptions sera permmissible en
2 lieu de la présence de ces témoins. Car la Défense demandera à ce
3 que ces témoins viennent déposer viva voce. Ce n'est pas établi
4 que la Chambre va décider de permettre le dépôt de ces
5 transcriptions plutôt que de faire comparaître les témoins,
6 surtout si leurs dépositions portent sur les comportements et le
7 rôle des accusés.

8 En tout état de cause, je remercie l'Accusation pour cette
9 réponse. Lorsque la Chambre demande ce qu'il en est de la... de la
10 comparution de témoins, les transcriptions en font partie. Et
11 c'est pourquoi j'espère que les parties civiles seront tout aussi
12 claires, pour que l'on ait une bonne idée du temps que cela
13 prendra pour examiner cette question en plus de la date butoir
14 déjà prévue approximativement pour les audiences actuelles.

15 [14.41.24]

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Oui. La parole est à l'Accusation.

18 M. LYSAK:

19 Merci, Monsieur le Président. J'aimerais très brièvement répondre
20 pour être certain d'être clair.

21 Nous n'allons pas proposer de déposition de témoins sur le rôle
22 et les agissements des accusés de témoins qui n'auront pas déjà
23 comparu devant la Chambre. Cela n'est pas le rôle... Nous allons
24 déposer des écritures faisant référence à des déclarations de
25 témoins qui n'ont pas déposé sur les agissements et les

91

1 comportements des accusés et la Chambre a déjà tranché, nous a
2 déjà donné une décision quant aux types de déclarations de
3 témoins qui peuvent être jugés recevables. Donc, nous n'allons
4 pas, bien sûr, demander à la Chambre de revoir sa décision. Les
5 arguments que nous allons présenter porteront sur des dépositions
6 qui ne seront pas en lien avec les agissements des accusés.

7 [14.42.26]

8 M. LE PRÉSIDENT:

9 La parole est à la juge Fenz.

10 Mme LA JUGE FENZ:

11 Dernière précision. Vous avez parlé de Chandler. Vous dites que
12 cela pourrait être un des témoignages possibles. Dois-je
13 comprendre que vous n'entendez pas le faire comparaître à nouveau
14 pour cette partie du... du procès?

15 M. LYSAK:

16 En effet. Quand M. Chandler a déposé, on a permis qu'il dépose
17 sur toute la portée du dossier 2. Il nous a donc déjà donné les
18 renseignements nécessaires pour S-21, selon nous, et c'est
19 pourquoi, non, nous n'entendons pas demander à ce qu'il
20 comparaisse à nouveau.

21 [14.43.22]

22 M. LE PRÉSIDENT:

23 Merci.

24 Nous laissons à présent la parole à la partie civile.

25 Me PICH ANG:

1 Merci beaucoup, Monsieur le Président.

2 Si la Chambre permet... ou, plutôt, inclut S-21, la Chambre ne
3 peut pas donner une réponse claire sur le nombre de témoins, de
4 parties civiles et de documents à ajouter. Le nombre de parties
5 civiles constituées en lien à S-21, il y en a 122... 128, [se
6 repréend l'interprète], et nous aurons besoin de 14 jours, après
7 que la Chambre ait rendu sa décision, pour discuter avec les
8 avocats des parties civiles du nombre de témoins, parties civiles
9 et experts que nous entendons proposer à la Chambre.

10 Pour ce qui est du nombre de journées d'audience pour les parties
11 civiles, trois à cinq jours devraient suffire si, bien sûr, la
12 Chambre choisit d'ajouter S-21 à la liste des crimes dans la
13 portée du procès actuel.

14 [14.45.20]

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 La parole est à... je donne à présent la parole à la défense de
17 Nuon Chea.

18 Me KOPPE:

19 Monsieur le Président, comme nous l'avons dit plus tôt ce matin,
20 nous préférons vous faire part de notre position et de notre
21 proposition après avoir discuté avec notre client. Beaucoup de
22 choses fondamentales ont été soulevées aujourd'hui, et nous
23 devons discuter des observations de l'Accusation et des parties
24 civiles avec notre client. Et d'ailleurs je ne pense pas que nous
25 serons en mesure de vous faire part de notre position demain.

93

1 Nous avons déjà dit par courriel que nous avons besoin de la
2 journée de mardi pour discuter avec notre client. Pour inclure
3 ses instructions dans les arguments que nous allons présenter et
4 compte tenu de la nature fondamentale des discussions
5 d'aujourd'hui, nous aimerions pouvoir vous faire part de notre
6 position mercredi.

7 [14.46.36]

8 M. LE PRÉSIDENT:

9 Je vous remercie, Maître.

10 La défense de Ieng Sary, souhaitez-vous ajouter quelque chose?

11 Me KARNAVAS:

12 Merci, Monsieur le Président, et bon après-midi, une fois de
13 plus.

14 Nous sommes dans la même situation que l'équipe de Nuon Chea. M.

15 Ieng Sary n'était pas en mesure de suivre les audiences

16 aujourd'hui, quand bien même il était dans la cellule de

17 détention temporaire du tribunal, et nous ne savons pas... ou,

18 plutôt, nous ne savons pas vraiment où voulait en venir

19 l'Accusation. Nous avons une idée de leur position et nous

20 savions qu'il y avait quand même deux ou trois possibilités pour

21 la position des procureurs.

22 [14.47.20]

23 Cela dit, nous avons rencontré M. Ieng Sary avant, mais nous

24 n'avons pas pu le revoir aujourd'hui pour discuter de ce que nous

25 avons entendu aujourd'hui. Je ne suis pas... je ne crois pas

94

1 qu'il était en mesure de suivre les audiences ce matin. Donc,
2 nous allons le voir demain et nous pouvons, tout de suite après
3 la défense de Nuon Chea, pour présenter nos arguments, nous... Ce
4 sera très ciblé. Nous devrions être en mesure de répondre
5 rapidement au mémorandum de la Chambre, soit 45 minutes environ.

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Merci.

8 À présent, la défense de Khieu Samphan.

9 [14.48.05]

10 Me VERCKEN:

11 Monsieur le Président, effectivement, comme je l'ai indiqué ce
12 matin et même si je n'ai pas donné de délai, il me paraît logique
13 que toutes les équipes de défense puissent s'entretenir avec
14 leurs clients pour discuter du contenu de l'audience
15 d'aujourd'hui et adopter une position claire, ce qui permettra de
16 l'exposer brièvement à votre Chambre. Et je pense
17 qu'effectivement un délai... enfin, plutôt, une nouvelle audience
18 mercredi matin serait le moment idéal pour ce faire.

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Oui, merci à tous pour vos observations.

21 Le moment est venu de marquer une pause, et nous allons reprendre
22 à 15h10. Merci.

23 (Suspension de l'audience: 14h49)

24 (Reprise de l'audience: 15h12)

25 M. LE PRÉSIDENT:

1 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

2 Les parties sont à présent priées de répondre à la question
3 suivante.

4 Les équipes de défense ont indiqué qu'elles ne souhaitaient pas
5 répondre dès à présent mais qu'elles préféreraient attendre d'avoir
6 pu consulter leurs clients respectifs. Dans ce contexte, il ne
7 sera pas nécessairement possible de siéger demain. Cette journée
8 sera laissée aux équipes de défense pour consulter leurs clients.

9 [15.14.27]

10 Passons au point numéro 7. La question est posée à l'Accusation
11 et à la partie civile. La question est la suivante. La Chambre de
12 première instance a fait part de son intention de tenir les
13 audiences consacrées à l'examen de la preuve dans le cadre du
14 deuxième procès dans le dossier numéro 002 dès que possible après
15 la fin du premier procès. Comme toutes les allégations factuelles
16 en rapport avec chaque sous-procès éventuel dans le dossier
17 numéro 002 font partie d'une seule ordonnance de renvoi, la
18 Chambre de première instance pourrait-elle commencer les
19 audiences consacrées à l'examen de la preuve dans le cadre du
20 deuxième procès dans le dossier numéro 002 après la fin des
21 audiences consacrées à l'examen de la preuve dans le cadre du
22 premier procès dans le dossier numéro 002, à la suite de vacances
23 judiciaires suffisamment longues pour permettre aux parties de se
24 préparer pour la prochaine phase du procès et, parallèlement, à
25 la Chambre de rédiger un projet de jugement concernant le premier

1 procès dans le dossier numéro 002?

2 La parole est à l'Accusation.

3 [15.15.36]

4 M. CAYLEY:

5 Je pense que la juge a partiellement répondu à la question ce
6 matin; elle a indiquée combien de temps il avait fallu pour
7 rédiger le jugement dans le premier dossier. Je pense qu'elle a
8 donné un chiffre de huit mois.

9 À présent, s'agissant de la rédaction d'un jugement et du début
10 d'un autre procès alors que le temps joue contre nous, je pense
11 que ce serait difficile d'avoir un jugement dans ce dossier tout
12 en organisant un autre procès dans un délai raisonnable. Je
13 souscris donc aux préoccupations de la Juge Fenz à ce sujet.
14 Comme vous le savez, notre position consiste à adopter l'option
15 numéro 2 telle que définie par la Cour suprême, à savoir un
16 procès avec une représentativité raisonnable des chefs
17 d'accusation de l'acte d'accusation, et je vous ai fait des
18 observations à ce sujet.

19 [15.16.48]

20 Au paragraphe 37, c'est la première option de la Cour suprême qui
21 est envisagée. Je vais répéter ce que nous avons déjà dit depuis
22 octobre 2011 et à la réunion de mise en état du mois d'août
23 également: pour nous, il y a des raisons pragmatiques, techniques
24 et juridiques pour lesquelles il serait extrêmement difficile de
25 passer à un deuxième procès sans avoir de verdict ou même pendant

1 l'appel du premier procès.

2 Le 22 septembre 2011, la Chambre a publié un communiqué de presse
3 indiquant que le premier procès jetterais les fondements pour
4 examiner les rôles et responsabilités des accusés et pour jeter
5 des fondements en vue de l'examen des chefs d'accusation suivants
6 devant être entendus dans les procès ultérieur.

7 [15.17.49]

8 Prenons l'ordonnance de disjonction elle-même, en date du 22
9 septembre 2011, document E124. Ici, la Chambre n'a pas dit
10 comment les conclusions du premier procès seraient transférées
11 vers le deuxième procès. Tout ce qui est dit - et je vous renvoie
12 aux dispositifs de cette décision - c'est qu'un complément
13 d'information sur les affaires suivantes à juger dans le dossier
14 002 sera communiqué aux parties et au public en temps opportun.
15 Il va sans dire que ces informations n'ont jamais été
16 communiquées par la Chambre.

17 La Cour suprême, dans sa récente décision du 8 février 2013, a
18 reconnu ce fait, à savoir qu'il n'y avait pas de projet pour un
19 passage à la phase suivante du procès.

20 Nous avons fait part de notre inquiétude quant aux difficultés
21 juridiques qu'il y a à s'appuyer sur les conclusions tirées dans
22 ce premier procès lors d'un éventuel procès ultérieur. Il y a des
23 mécanismes qui s'offrent à nous, qui s'offrent à une chambre pour
24 s'appuyer sur des conclusions tirées lors d'un procès antérieur;
25 il s'agit de la doctrine de la res judicata et des faits jugés.

1 [15.19.31]

2 Nous l'avons dit à plusieurs reprises, aucun de ces deux
3 mécanismes ne s'offre à la Chambre avant épuisement des voies
4 d'appels du premier procès. C'est notre réelle inquiétude. Les
5 juges eux-mêmes disent qu'il n'y a aucun fondement juridique, aux
6 CETC, permettant à la Chambre de prendre acte de faits jugés.
7 C'est une décision sur une requête de la défense de Ieng Sary
8 concernant l'annonce juridique de faits jugés, décision du 4
9 avril 2011, page 3.

10 La Chambre pourra peut-être revenir sur sa décision. Il n'en
11 reste pas moins que la probabilité que l'on passe directement à
12 un deuxième procès sans avoir une décision en appel pour le
13 premier procès constitue quelque chose d'improbable et d'au moins
14 très problématique.

15 À ce sujet, pour nous, compte tenu de l'âge et de l'état de santé
16 des accusés et de ces difficultés techniques sur le plan
17 juridique, un passage immédiat à un deuxième procès après
18 celui-ci, eh bien, nous demandons à la Chambre de faire comme le
19 préconise la Cour suprême, à savoir opter pour un procès de plus
20 petite ampleur portant sur certaines portions de l'acte
21 d'accusation en référence à ce que j'ai dit ce matin sur la
22 représentativité suffisante.

23 [15.21.02]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Merci.

1 À présent, la parole est aux coavocats principaux pour les
2 parties civiles.

3 Me SIMONNEAU-FORT:

4 Très rapidement, Monsieur le Président, sur cette question, nous
5 sommes tout à fait d'accord avec M. le procureur, nous pensons
6 qu'il sera très problématique de débiter un deuxième procès sans
7 que nous ayons la décision dans le premier procès et,
8 éventuellement, une décision d'appel, si appel il y a, pour des
9 raisons simples, c'est que le premier procès envisage également,
10 outre les transferts forcés, des éléments qui serviront au procès
11 suivant. Il nous paraît donc difficile de faire autrement que
12 d'attendre les décisions.

13 J'ajouterai simplement qu'en ce qui concerne la proposition de la
14 Cour suprême de créer un autre panel de juges, si j'ai bien
15 compris - mais je ne suis pas tout à fait sûr d'avoir bien
16 compris -, je crois que cela poserait aussi de nombreux problèmes
17 juridiques - les même, d'ailleurs -, mais aussi des problèmes
18 liés au Règlement intérieur, puisque le Règlement intérieur,
19 actuellement, ne prévoit pas ce deuxième panel de juges, et cela
20 poserait aussi des problèmes en terme d'efficacité, puisque, si
21 votre Chambre connaît très bien le dossier, je pense qu'il
22 faudrait un certain temps à un autre panel de juges pour prendre
23 connaissance de ce dossier.

24 Donc, malheureusement, il nous semble qu'il faut attendre la fin
25 de ce premier petit... ce premier procès - pardon pour le terme

100

1 "petit" - avant d'en engager un autre. Voilà notre position.

2 [15.22.53]

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Merci beaucoup. La Chambre tiendra compte de toutes ces
5 observations.

6 La parole est donnée à Me Karnavas.

7 Me KARNAVAS:

8 Merci.

9 Il serait bon d'avoir un éclaircissement de la part de
10 l'Accusation et des parties civiles. Si j'ai bien compris leur
11 position, ils disent que la Chambre a la possibilité en droit de
12 rejeter toutes portions qu'elle souhaite rejeter de l'ordonnance
13 de clôture car, si l'on a qu'un mini-procès ou qu'un procès qui
14 représente une sorte d'échantillon de tout le dossier...
15 L'Accusation a fait part de sa position; elle dit que les juges
16 ont la possibilité de ne pas juger les autres portions, car c'est
17 ce qui est proposé.

18 Si cela est confirmé, cela nous aiderait à faire nos
19 observations.

20 [15.24.11]

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Je vous en prie allez-y, l'Accusation.

23 M. CAYLEY:

24 Nous ne disons pas cela du tout. Nous disons ce que nous avons
25 toujours dit, à savoir qu'une partie de l'affaire serait

101

1 disjointe. Il y a toujours la possibilité que peut être, même si
2 c'est hypothétique, un accusé sera encore apte à être jugé après
3 la fin du premier procès.
4 Compte tenu de tous les faits de l'espèce, nous recommandons
5 d'avoir, pour l'instant, un seul procès. Nous ne disons pas qu'il
6 faut, à ce stade, exclure un autre procès. Peut-être qu'à un
7 moment cela s'avèrera impossible, mais ce n'est pas encore le cas
8 à présent.

9 [15.25.08]

10 Me SIMONNEAU-FORT:

11 De la même façon, pour nous, nous n'avons jamais dit ce genre de
12 chose et nous sommes du même avis que les procureurs sur ce
13 sujet. La Chambre ne pourra que subir des aléas éventuels dans
14 l'avenir. C'est tout ce que nous pouvons éventuellement constater
15 avec regret.

16 Je voudrais faire une autre observation. Est-ce qu'il pourrait
17 être clair que la Défense fasse ses commentaires plus tard? Ou
18 est-ce que la Défense peut faire des commentaires aujourd'hui et
19 aussi plus tard, ce qui va générer pas mal de temps?

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 Merci.

22 La Chambre a bien précisé que l'audience d'aujourd'hui visait à
23 donner à la Chambre les moyens d'assurer la bonne administration
24 du dossier 002. La Chambre l'a bien indiquée. La Chambre
25 souhaite, dans ce contexte, entendre l'avis des parties pour

1 qu'ensuite elle puisse rendre une décision motivée, et nous
2 espérons que cela ne causera pas de problème à l'avenir.
3 Je donne la parole à la Juge Fenz.

4 [15.26.54]

5 Mme LA JUGE FENZ:

6 Pour éviter toute confusion, je vais à nouveau lire la décision
7 de la Chambre de la Cour suprême. Elle dit que, "si la
8 disjonction est motivée par l'impératif d'un procès qu'il est
9 possible de gérer efficacement", etc., etc.

10 Peut-être que la question de l'administration du procès doit être
11 prise en considération; ce n'est pas le seul élément, mais c'est
12 un facteur parmi d'autres.

13 Ai-je bien compris l'Accusation et la partie civile? Est-ce
14 qu'ils disent que pour eux, si la Chambre a l'intention de rendre
15 un verdict concernant un procès dont la portée est encore à
16 définir et si elle élabore de nouveaux projets pour ce qui va se
17 produire concernant le reste de l'acte d'accusation à un stade
18 ultérieur, cela constituerait un projet tangible? C'est ce que la
19 Chambre a dit dans l'ordonnance initiale, en indiquant ce qu'il
20 adviendrait des points restants de l'acte d'accusation, en
21 précisant que les décisions seraient prises en temps opportun.

22 [15.28.30]

23 Apparemment, la Chambre de la Cour suprême a estimé que ce
24 n'était assez précis. Pourrais-je avoir des éclaircissements? Car
25 ce point est répété à plusieurs reprises par la Cour suprême, à

103

1 savoir l'absence de plan tangible.

2 M. CAYLEY:

3 Comme je l'ai déjà dit - je vais le répéter -, la Cour suprême,
4 je pense, vous donne deux options. Elle dit que, si vous pensez
5 que la seule perspective réaliste consiste à poursuivre avec un
6 seul procès, alors ce seul procès devra être représentatif de
7 l'ensemble du dossier. C'est la position que nous vous demandons
8 d'adopter.

9 La question de la gestion administrative du procès est en rapport
10 avec la proposition initiale d'une série de procès. Et, si vous
11 retenez cette option, alors la Chambre de la Cour suprême dit:
12 vous devez élaborer un plan.

13 Je le répète, notre position consiste à vous recommander la
14 deuxième option - autrement dit, un seul procès qui serait
15 raisonnablement représentatif de l'ensemble de l'acte
16 d'accusation.

17 [15.30.00]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Je vous remercie.

20 Il reste encore deux points à examiner.

21 Le premier point s'adresse à toutes les parties, à commencer par
22 l'Accusation et les coavocats principaux pour les parties
23 civiles.

24 Je vais lire la question: "La Chambre de première instance a
25 indiquée, dans l'ordonnance de disjonction, que toutes les

1 allégations restantes dans le dossier numéro 002 n'étaient pas
2 abandonnées du fait de la disjonction des poursuites mais
3 feraient l'objet de futurs procès si les circonstances le
4 permettaient. Quel préjudice a été causé aux parties par le fait
5 qu'il n'y ait pas de calendrier défini pour ces procès
6 ultérieurs, étant donné que cela dépend entièrement d'une
7 situation encore imprévisible, par exemple savoir si tous les
8 accusés seront toujours aptes à être jugés, la disponibilité des
9 fonds provenant des donateurs pour soutenir de futurs procès et
10 la possibilité que tous procès ultérieurs soient menés par une
11 autre Chambre de première instance?"

12 [15.31.27]

13 M. CAYLEY:

14 Je vous remercie. Je serai très bref en réponse à cette question.
15 Nous comprenons tout aussi bien que la Chambre de première
16 instance qu'il faille tenir compte des facteurs imprévisibles et
17 que cela a rendu votre tâche très difficile, et aussi pour les
18 parties. Il a été en effet très difficile de gérer ce procès,
19 mais j'aimerais être très clair sur la question du préjudice car
20 la Chambre de la Cour suprême a exprimé quel était ce préjudice
21 pour les coprocurateurs. Vous le retrouverez au paragraphe 44 de
22 leur décision - et je vais le lire:

23 "En ce qu'elle a violé leur droit à une décision motivée et leur
24 droit d'être entendu, en ce qu'elle a limité la portée du premier
25 procès en ne tenant pas dûment compte de que celui-ci devait être

105

1 raisonnablement représentatif de la décision de renvoi, la
2 Chambre de première instance a causé un préjudice aux
3 coprocurateurs." Fin de citation.

4 Le droit d'être entendu, la Chambre y répond aujourd'hui avec les
5 audiences, et nous avons... et nous anticipons votre décision
6 motivée.

7 [15.32.46]

8 En ce qui a trait au préjudice causé aux coprocurateurs quant à ce
9 que nous recherchons de la part de la Chambre de la première
10 instance, c'est la représentativité, et nous souhaitons souligner
11 qu'en cherchant à trouver un équilibre avec tous les facteurs qui
12 font obstacle à une bonne gestion du procès, comme nous l'avons
13 fait, si vous ne parvenez pas à trouver une solution qui aille à
14 l'essentiel de l'affaire et qui soit représentative, nous
15 continuerons de subir préjudice.

16 Je n'ai rien d'autre à ajouter.

17 C'est certain que la proposition pose problèmes pour plusieurs
18 raisons, non seulement juridiques, mais aussi financières.

19 Disons-le franchement, la situation financière du tribunal est un
20 facteur, et le recrutement de juges ou l'affectation de juges
21 est... quand bien même il y aurait des fonds, ce serait très
22 compliqué, et, quand bien même on trouverait une solution très
23 créative pour cela, ça ne fonctionnerait sans doute pas.

24 Merci.

25 [15.34.12]

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 À présent, la parole est donnée à la partie civile si vous avez
3 des observations sur cette question.

4 Me SIMONNEAU-FORT:

5 Oui, Monsieur le Président. Je pense que, en ce qui concerne les
6 parties civiles, la position est un peu différente et tient à la
7 nature de la partie civile.

8 Vous nous demandez quel a été le préjudice pour les parties
9 civiles de ne pas fixer un calendrier des procès à venir. C'est
10 une chose que nous avons demandé il y a 16 mois, dans notre
11 mémoire en reconsideration, et c'est une chose que nous demandons
12 à nouveau aujourd'hui. Nous aimerions avoir ce calendrier.

13 Je vous l'ai dit tout à l'heure, les parties civiles ont choisi
14 d'être parties civiles avec des attentes particulières - j'en ai
15 parlé: vérité, justice, explications, etc. -, et seulement les
16 débats, au fur et à mesure qu'ils avanceront, apporteront des
17 réponses à ces attentes. Si les débats sont reportés, les parties
18 civiles ont le droit d'avoir une idée précise de ce qui est
19 envisagé, de l'ordonnancement prévue des futurs procès, même si
20 elles sont également toute à fait en mesure de comprendre combien
21 la tenue de ces futurs procès peut être aléatoire.

22 [15.35.32]

23 Il ne s'agit pas ici de reprocher à la Chambre l'âge avancé des
24 accusés ou bien le manque de financement, qui ne sont pas, bien
25 sûr, des éléments sur lesquels la Chambre peu exercer le moindre

107

1 pouvoir. Mais, en revanche, il s'agit de donner aux parties
2 civiles la certitude qu'il n'y aura pas de la part de la Chambre
3 ce qu'on pourrait assimiler à un déni de justice. Il faut que la
4 partie civile ait le sentiment que la Chambre est prête à
5 envisager une suite cohérente de procès de telle sorte qu'elle
6 envisagera, si elle le peut, la totalité du cas. Il faut
7 permettre aux parties civiles - et aux autres parties, d'ailleurs
8 - d'inclure le premier procès - tel qu'il a été défini jusqu'à
9 maintenant, "des transferts forcés" - dans un ensemble unique qui
10 est le cas dans son entier. Il ne faut pas que les parties
11 civiles aient le sentiment que ces transferts forcés seront, dans
12 l'esprit de la Chambre, un seul... un seul cas complètement isolé
13 du reste du dossier.

14 Donc, c'est important que les parties civiles aient ce sentiment
15 que l'ensemble des situations qu'elles ont subies pourront être
16 évoquées et que la Chambre envisage sérieusement de les évoquer
17 dans le cadre d'un calendrier à définir.

18 [15.37.05]

19 C'est également important pour nous, mais sans doute aussi pour
20 les autres parties, d'avoir un calendrier des futurs procès pour
21 nous permettre d'anticiper la préparation de ces procès dans le
22 cadre d'une stratégie globale, et c'est la raison pour laquelle
23 nous demandons à nouveau à la Chambre de nous donner un
24 calendrier des futurs procès, même si, encore une fois, nous
25 avons conscience des aléas qui pourraient empêcher le déroulement

108

1 de ces procès dans l'avenir.

2 Je me permets d'indiquer que je constate que nous arrivons au
3 terme des huit questions qui étaient posées à toutes les parties
4 et que la neuvième question n'est destinée qu'aux équipes de
5 défense. Si les équipes de défense ne souhaitent pas répondre à
6 cette question tout de suite, je rappelle que, en ce qui nous
7 concerne, nous avons trois points supplémentaires importants qui
8 sont liés à la disjonction et sur lesquels nous souhaitons nous
9 exprimer.

10 [15.38.11]

11 Je demande respectueusement à la Chambre de nous indiquer si elle
12 souhaite que nous en parlions maintenant, étant précisé qu'il
13 faut quand même un certain temps, ou si la Chambre préfère que
14 nous en parlions demain, ou si la Chambre préfère que nous en
15 parlions en début d'audience, mercredi. Mais, en tout état de
16 cause, ces trois points sont pour nous important, et je peux, si
17 la Chambre le souhaite, lui indiquer quels sont ces trois points.
18 Merci.

19 (Discussion entre les juges)

20 [15.40.21]

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Est-ce que la partie civile peut nous faire part des trois
23 points... enfin, plutôt, de la nature de ces trois points dont vous
24 souhaitez nous entretenir et pourquoi vous présentez cette
25 requête - et veuillez, je vous prie, être brève - avant que la

1 Chambre se prononce à savoir si elle vous donne la parole sur ces
2 trois points.

3 Me SIMONNEAU-FORT:

4 Merci, Monsieur le Président.

5 En fait, ces trois points sont trois points que nous avons
6 soulevés dans notre mémoire en reconsidération de la disjonction,
7 en octobre 2011, et ce sont trois points qui sont repris par la
8 Cour suprême également, en particulier dans son paragraphe 44, à
9 la note de bas de page 110, qui est extrêmement longue.

10 [15.41.02]

11 Ces trois points sont les suivants.

12 Le premier point, c'est celui de savoir si la disjonction pouvait
13 ou non s'appliquer à la qualification des crimes, et nous
14 souhaitons nous expliquer sur ce point.

15 Les deux autres points sont plus spécifiques à la partie civile:
16 le premier est celui de savoir quel est l'impact d'une
17 disjonction éventuelle sur la participation des parties civiles;
18 et le troisième point, c'est celui de savoir quel est l'impact de
19 la disjonction sur l'attribution des réparations.

20 Ce sont des points qui sont fondamentaux pour nous, auxquels nous
21 sommes en mesure d'apporter des réponses fondées. Nous pensons
22 que la Chambre a implicitement répondu, mais nous avons besoin de
23 clarifications toute à fait sans équivoque.

24 Voilà, c'est trois points que je peux développer en à peu près 30
25 minutes, peut-être.

110

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Oui, je vous en prie.

3 [15.42.39]

4 Me SIMONNEAU-FORT:

5 Merci.

6 Le premier point, c'est donc celui de savoir si la disjonction

7 pouvait viser les qualifications juridiques des crimes.

8 Lorsque nous avons développé notre mémoire, nous avons indiqué

9 que cela ne nous paraissait pas possible d'un point de vue

10 juridique, et, bien sûr, nous avons conservé aujourd'hui la même

11 position pour les raisons suivantes.

12 La qualification juridique des crimes, c'est une question que la

13 Chambre ne pourra apprécier et trancher qu'au terme des débats,

14 une fois que les faits auront été évoqués et que la Chambre

15 décidera si, oui ou non, ces faits doivent recevoir une

16 qualification de crime et quelle qualification de crime ils

17 pourraient recevoir.

18 [15.43.33]

19 Même avec une disjonction et même avec un nombre de faits

20 restreint, il est tout à fait raisonnable de penser que la

21 Chambre pourrait, au terme des débats, avoir à se prononcer, par

22 exemple, sur une qualification de génocide ou sur une

23 qualification de persécution religieuse. Or, dans sa décision de

24 disjonction, aux paragraphes... dans les paragraphes 5 à 7, la

25 Chambre a exclu expressément ces deux qualifications juridiques.

111

1 Cela ne nous paraît pas fondé. Nous pensons qu'il est important
2 que la disjonction reste factuelle. Elle peut, de notre point de
3 vue, s'appliquer aux personnes, elle peut s'appliquer aux faits,
4 mais elle ne peut pas s'appliquer, a priori, aux qualifications
5 juridique, et nous demandons donc à la Chambre de considérer que
6 toutes les qualifications juridiques restent potentiellement
7 possibles, notamment le génocide ou la persécution religieuse,
8 qui avaient été écartés. Voilà pour le premier point.

9 [15.44.54]

10 Le deuxième point, c'est, je vous l'ai dit, l'impact de la
11 disjonction sur la participation des parties civiles. C'est pour
12 nous un point essentiel, extrêmement important, qui est lié à la
13 disjonction.

14 Dans notre demande de reconsidération, en octobre 2011, aux
15 paragraphes 7 et suivants, nous avons soulevé cette question
16 essentielle dès lors qu'une disjonction était prononcée. La Cour
17 suprême a rappelé cette question.

18 Nous avons, en ce qui nous concerne, aujourd'hui, en tant
19 qu'avocats de partie civile, la certitude que le Règlement
20 intérieur et la Chambre, dans ses décisions successives, ont
21 apporté une réponse juridique fondée à cette question et une
22 réponse qui va dans le sens que nous souhaitons et qui est aussi
23 la réponse que nous avons apportée. Nous considérons que la
24 nature collective de la participation des parties civiles dans ce
25 procès empêche une quelconque exclusion individuelle qui serait

112

1 liée à une disjonction; cela nous paraît certain.

2 Cela nous paraît certain, d'abord, parce que, en février et
3 septembre 2010, le Règlement intérieur a été modifié, et
4 désormais la règle 23.3 nous paraît sans équivoque, puisqu'elle
5 dit:

6 "La partie civile participe individuellement à la procédure
7 pénale au stade préliminaire. Au stade du procès et à tout stade
8 ultérieur, les parties civiles forment un collectif dont les
9 intérêts sont représentés par les coavocats principaux."

10 [15.46.56]

11 Désormais, donc, avec cette règle, il nous paraît qu'il y a une
12 participation individuelle au moment de l'instruction, puis
13 ensuite une participation sous la forme d'un collectif représenté
14 par les coavocats principaux qui en défendent les intérêts. Il
15 n'y a plus, à notre sens, de participation individuelle; il n'y a
16 plus d'intérêt individuel, bien qu'il soit de notre devoir, bien
17 sûr, de les prendre tous en compte, ces intérêts individuels,
18 dans l'intérêt collectif que nous défendons.

19 Le seul fait, de notre point de vue, pour une partie civile
20 d'avoir été reçue individuellement au stade de l'instruction
21 permet à cette partie civile d'appartenir au collectif, et le
22 seul fait d'appartenir au collectif confère à cette partie civile
23 un statut inaltérable de partie civile qui ne peut plus être
24 remis en cause. Aucune exclusion n'est plus possible car, pour ce
25 faire, il faudrait nier le collectif et la participation

113

1 collective et il faudrait revenir au concept de participation
2 individuelle avec une analyse individuelle de chaque cas.
3 [15.48.32]
4 De notre point de vue, il serait tout à fait contraire aux droits
5 des parties civiles de leur imposer, d'un côté, les contraintes
6 d'une participation collective - avec, par exemple,
7 l'impossibilité de faire valoir un point de vue personnel - sans
8 leur donner en contrepartie les droits afférents à cette
9 participation collective, et notamment le fait que leur qualité
10 individuelle de partie civile ne peut plus être remise en cause.
11 Parmi ces droits, il y a notamment, dans le cas d'une
12 disjonction, celui de ne pas être exclus individuellement quand
13 bien même on n'est pas victime des faits examinés dans le premier
14 procès ou dans les procès suivants. Il nous paraît que la Chambre
15 l'a d'ailleurs clairement envisagé dans son ordonnance de
16 disjonction, à son paragraphe 8, qui dit:
17 "Conformément au cadre juridique en vigueur devant les CETC, les
18 parties civiles ne participent plus individuellement au procès en
19 raison du dommage personnel qu'elles ont subi, mais elles forment
20 un collectif dont les intérêts sont représentés par les coavocats
21 principaux des parties civiles au stade du procès et au-delà. De
22 ce fait, la disjonction limitant l'examen des faits objets du
23 premier procès est sans incidence sur la nature de la
24 participation des parties civiles à ce stade."
25 [15.50.18]

114

1 Nous comprenons que la Chambre nous a dit, d'une façon implicite
2 mais claire pour nous, qu'aucune partie civile ne pouvait être
3 exclue dans ces procès, quelles que soient les disjonctions.
4 Nous pensons que la Chambre a également traité cette question
5 implicitement lorsque les deux premières parties civiles ont été
6 entendues, MM. Klan Fit et Romam Yun, et lorsque la partie civile
7 Em Oeun a été entendue. Ils ont tous trois été interrogés sous
8 leur statut inchangé de partie civile, alors qu'aucun de ces
9 trois n'était victime des transferts forcés.
10 Nous pensons que la conception collective de la partie civile..
11 nous savons, plutôt, que la conception collective de la partie
12 civile est une création juridique des CETC. C'est une disposition
13 légale qui régit le système juridique de nos Chambres. Cette
14 conception d'une participation collective des parties civiles est
15 unique au monde, ça n'existe pas dans un système de droit
16 romano-germanique, et il n'y a bien sûr pas de jurisprudence en
17 droit international sur ce sujet pour d'autres raisons -
18 puisqu'il n'y a pas de partie civile, tout simplement.
19 [15.51.44]
20 Cette participation collective de la partie civile a pu en
21 contrarier certains, voire en révolter quelques-uns. Elle est
22 cependant, de notre point vue, la règle légale ici, une règle
23 incontestable. Il nous paraît qu'on doit en tirer toutes les
24 conséquences, et l'une d'entre elle, c'est qu'aucune partie
25 civile ne peut être exclue du premier procès, comme des procès

115

1 suivants, en raison d'une disjonction qui serait prononcée. Il y
2 aura toujours, et quels que soient les découpages à venir, 3 864
3 parties civiles présentes dans chacun des procès. La disjonction
4 est sans incidence sur chacune d'entre elle individuellement, du
5 seul fait qu'elles forment un collectif. C'est ce que la Chambre
6 a implicitement dit dans son ordonnance de disjonction; c'est ce
7 qui nous paraît à nous une constatation juridique évidente.
8 Toutefois, nous pensons qu'aujourd'hui la Chambre doit confirmer
9 cela d'une façon claire et non équivoque, dans le seul but
10 d'éclairer d'abord les parties civiles, parce que, pour certaines
11 d'entre elles, à partir du moment où les faits dont elles sont
12 victimes ne sont pas évoqués, elles ont les sentiments d'être
13 exclues, et il n'y a pas lieu de maintenir ce sentiment qui n'est
14 pas justifié.
15 [15.53.18]
16 Nous pensons aussi qu'une position toute à fait claire et
17 non-équivoque de la Chambre éclairerait les ONG qui effectuent un
18 travail d'information auprès des parties civiles et qui ont
19 besoin aussi de réponses claires, notamment également pour les
20 réparations.
21 Nous pensons, enfin, qu'une réponse très claire de la Chambre sur
22 ce sujet permettrait d'éclairer le public et les observateurs,
23 qui, nous le savons, ont quelques interrogations sur ce point.
24 Nous demandons donc à la Chambre de confirmer qu'aucune partie
25 civile ne sera individuellement exclue du fait d'une disjonction

1 si celle-ci était à nouveau prononcée. C'est une question
2 évidemment fondamentale pour nous.
3 Et la dernière question que je voudrais évoquer est toute aussi
4 fondamentale; elle résulte d'ailleurs de la première, elle en est
5 le complément. C'est la question de savoir si la disjonction a un
6 impact sur l'attribution des réparations.
7 Là encore, pour nous, le Règlement intérieur et la Chambre ont
8 apporté des réponses qui nous paraissent justifiées, fondées. La
9 disjonction n'entraîne pas une attribution sélective des
10 réparations.
11 [15.54.48]
12 En effet, le Règlement intérieur, tout d'abord, tel qu'il a été
13 modifié aux mêmes dates, février et septembre 2010, précise dans
14 sa règle 23quinquies.1(a) que les réparations doivent répondre..
15 "sont des mesures qui reconnaissent le dommage subi par les
16 parties civiles". Il n'est pas question de plusieurs dommages, il
17 n'est pas question des dommages subis par chaque partie civile;
18 il est question du dommage subi par le collectif des parties
19 civiles, et ce dommage est collectif. C'est d'ailleurs tout à
20 fait logique: à partir du moment où nous avons une participation
21 sous la forme d'un collectif, cela entraîne l'attribution de
22 réparations collectives pour un préjudice collectif.
23 Là encore, nous pensons que, outre le Règlement intérieur, la
24 Chambre, toujours dans le paragraphe 8 de son ordonnance de
25 disjonction, a clairement envisagé cette question, puisqu'elle a

117

1 dit - je l'ai lu toute à l'heure, mais je répète simplement - que
2 "les parties civiles ne participent plus individuellement au
3 procès en raison du dommage personnel qu'elles ont subi", et la
4 Chambre ajoute que "la disjonction n'a donc pas d'effet sur la
5 façon dont les coavocats principaux des parties civiles peuvent
6 demander réparation en leur nom".
7 [15.56.25]
8 Ainsi, toujours dans le respect de leurs droits, si l'on demande
9 aux parties civiles de renoncer à leur participation individuelle
10 et à leur droit à réparation individuelle pour un préjudice
11 personnel, on ne peut pas ensuite exclure ces mêmes parties
12 civiles d'un droit collectif à réparation au prétexte d'une
13 disjonction qui exclut l'examen des faits dont elles ont été,
14 précisément, victimes. Le faire, prononcer cette exclusion, ce
15 serait procéder à une application discriminatoire de la loi.
16 Tantôt cette loi serait imposée aux parties civiles pour des
17 soucis de gestion cohérente du grand nombre de parties civiles -
18 on imposerait le collectif, on imposerait l'intérêt collectif, on
19 imposerait les réparations collectives; de l'autre côté, on
20 exclurait individuellement certaines parties civiles au motif
21 qu'elles ne seraient pas les victimes de certains faits, en
22 privilégiant à ce moment-là le concept de participation
23 individuelle. Ça nous paraît totalement contraire au droit
24 élémentaire des parties civiles. La Chambre nous paraît s'être
25 prononcée contre une telle utilisation de la règle légale à

1 l'encontre de la partie civile.

2 [15.57.54]

3 Avant de conclure sur ce sujet, je voudrais ajouter, pour éviter

4 toute confusion, que la Chambre, en revanche, a demandé que les

5 réparations ou projet de réparation répondent aux préjudices

6 subis du fait des crimes commis et jugés. Cela ne contredit pas

7 ce que je viens de dire précédemment.

8 Les réparations doivent être conçues en lien avec les faits jugés

9 et avec les préjudices en résultant. Un jour de mémoire doit être

10 déterminé en lien avec les transferts forcés si les transferts

11 forcés sont l'objet d'un premier procès. Une exposition doit

12 avoir un lien avec les transferts forcés - a minima, mais par

13 nécessairement exclusivement - si les transferts forcés sont

14 l'objet du premier procès. En revanche, toutes les parties

15 civiles sans exclusion sont - doivent être - les bénéficiaires de

16 ces réparations. Nous demandons à la Chambre de confirmer sans

17 équivoque cette évidence: les réparations, en ce qu'elles seront

18 allouées au collectif, le seront sans exclusion à toutes les

19 parties civiles dans le cas du prononcé d'une disjonction. Si

20 nous en avons, pour notre part, la certitude fondée sur des

21 constatations juridiques, là encore, nous avons besoin d'une

22 réponse très claire de la Chambre, une réponse à apporter aux

23 parties civiles, une réponse à apporter aux ONG, une réponse à

24 apporter au public et aux observateurs qui s'interrogent

25 éventuellement sur cette question.

119

1 [15.59.45]

2 J'en ai terminé.

3 Je voudrais ajouter qu'en posant ces points aujourd'hui, à
4 l'audience, nous avons parfaitement conscience de l'importance de
5 ces points et de l'importance de ce que nous dira la Chambre. Il
6 était clair pour nous que nous ne pouvons pas rester dans une
7 incertitude par rapport aux parties civiles sur ces questions,
8 une incertitude dans ce qui sera dit par la Chambre, même si, de
9 notre point de vue, la réponse est évidente.

10 Nous demandons donc à la Chambre de nous apporter cette réponse,
11 conformément à ce que nous avons indiqué et fondé sur ce que nous
12 avons indiqué à l'instant.

13 Merci.

14 M. LE PRÉSIDENT:

15 Merci.

16 (Discussion entre les juges)

17 [16.01.14]

18 Le moment est venu de lever l'audience.

19 Les trois équipes de défense ont fait une demande concernant leur
20 possibilité de répondre aux observations de l'accusation et de la
21 partie civile. La Défense affirme être en mesure de répondre
22 mercredi matin, après consultation des clients respectifs.

23 La Chambre fait droit à la demande des équipes de défense. C'est
24 pourquoi les débats reprendront le mercredi, 20 février 2013, à 9
25 heures.

120

1 Pour ce qui est des auditions des témoins de personnalité
2 concernant Khieu Samphan, ceux qui étaient prévus pour les 20 et
3 21, ces audiences sont reportées à une date ultérieure.
4 L'Unité d'appui aux témoins et experts est priée de ne pas amener
5 les témoins TCW-673 et 665. Il convient d'attendre les
6 instructions ultérieures de la Chambre.
7 Agent de sécurité, vous ne devrez pas amener Khieu Samphan dans
8 le prétoire demain, mais plutôt le 20 février, avant 9 heures.
9 L'audience est levée.
10 (Levée de l'audience: 16h03)

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25